

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Lisez la Turquie en français - numéro 29, Septembre 2007

Un accès facile vers le monde entier: **GeoPostYurtiçi...**

444 99 99
ata Xpress www.geopostyutici.com.tr

GeoPost
yurtiçikargo

DPD

Université de fondation



Mehmet Birinci

Membre fondateur et riche de quatorze ans d'expérience dans la gestion et la direction de l'Université de Beykent, il nous parle du rôle et des missions...

Page 7

Politique américaine



Barthélémy Courmont

Spécialiste de la politique étrangère des États-Unis et responsable du bureau de l'IRIS à Taïwan, il vient de publier « Hollywood-Washington », où il analyse...

Page 2

Société turque



Mehmet Altan

Écrivain et enseignant à l'Université d'Istanbul, on lui doit de nombreux livres de réflexion sur la politique en Turquie, notamment le concept d'une « seconde République »...

Page 9

L'avenir des relations bilatérales et les projets entre la Turquie et Israël

Le Consul général d'Israël en Turquie, Monsieur Mordehai Amihai, nous a fait l'honneur de venir au siège de notre journal à Istanbul et a accepté de répondre avec une grande franchise aux questions de notre directeur de la publication, Hüseyin Latif, et de notre coordinatrice, Nagehan Tam. Pendant plus de deux heures, il nous a parlé des relations et des importants projets de collaboration entre les deux pays.

Comment interprétez-vous les élections de juillet en Turquie ?

Elles montrent bien que la Turquie a choisi de maintenir la stabilité que son économie a acquise. Le gouvernement AKP est un gouvernement que nous connaissons et avec lequel nous travaillons sans problème depuis quasiment cinq ans, sans craindre la survenue du moindre problème.

Quel sera l'effet de ces élections sur les relations turco-israéliennes ? Pourrait-il y avoir un changement ?

Il n'y aura pas de problème en ce qui concerne les relations bilatérales puisque nous connaissons bien ce gouvernement avec lequel nous travaillons depuis longtemps en confiance. Les relations turco-israéliennes vont continuer à être florissantes. Nos relations commerciales et écono-



miques vont augmenter et les partenariats dans le domaine des coopérations touristique et militaire vont aller en s'améliorant. Israël veut investir en Turquie et la Turquie veut investir en Israël. Un des projets auxquels la Turquie s'intéresse est d'investir dans la région d'Erez et les préparatifs sont déjà bien avancés.

D'autre part, la Turquie a un rôle très important à jouer dans le processus de paix au Moyen-Orient et elle est toujours prête à assumer des responsabilités en cette matière. Compte tenu de ces facteurs, je crois que non seulement il n'y aura pas de problèmes mais que, bien au contraire, on va pouvoir assister à une amélioration de nos relations bilatérales.

Quels sont ces investissements dans la région d'Erez ?

Cette idée date de quelques années.

Il s'agit là d'aider l'économie palestinienne parce que tant que les Palestiniens pouvaient travailler en Israël, leur économie progressait. Mais, depuis la reprise de l'Intifada, ils ne peuvent plus se rendre en Israël et, par conséquent, leur économie est désastreuse. C'est alors que nous avons

(lire la suite page 3)

Après Didier Six, Franck Ribéry et Nicolas Anelka... Voici maintenant le tour d'Édouard Cissé !

(lire la suite page 10)



*Kemal Belgin

TÜRK HAVA YOLLARI
TURKISH AIRLINES



Bonne lecture du journal francophone « Aujourd'hui la Turquie » offert à bord des vols Turkish Airlines



Analyse sociologique des élections du 22 juillet par le Prof. Mustafa Delican

Diplômé en sociologie de l'Institut des Sciences sociales de l'Université d'Istanbul, il a effectué des recherches à l'Université du Michigan aux États-



*Mustafa Delican

(lire la suite page 6)

L'été continue sur les plages de Turquie



L'Agence « Invest in Turkey » : Faire connaître le potentiel économique de la Turquie

Le 29 juin dernier, le cabinet d'avocats Gide Loyrette Nouel a organisé un petit déjeuner-débat portant sur le thème « Investir en Turquie » avec des intervenants de marque, notamment l'ancien ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine et le président de l'Agence Invest in Turkey, M. Alpaslan Korkmaz.

Tandis que le premier intervenant, M. Védrine, avait tenu un discours fade et pessimiste, M. Korkmaz, dans un français parfait, a su créer, parmi les dirigeants d'entreprises participant, un grand intérêt quant aux possibilités d'affaires qu'offre la Turquie. Grâce à un discours cohérent et des données chiffrées, avec exemples à l'appui, il a démontré l'énorme capacité et les possibilités d'investissement dans ce pays. C'est la raison pour



laquelle nous avons décidé de publier un extrait de son intervention.

(Voir notre supplément ALT Economie)

Une troisième rentrée pour ALT

Les élections conjointes en France et en Turquie ont tenu en haleine de nombreux observateurs. Par ailleurs, le sursaut démocratique et l'intérêt manifeste de l'opinion publique dans les deux pays pour ces échéances électorales ont été remarquables. Le verdict des urnes a été celui-ci : alors que les Français choisissaient le changement et la rupture, les Turcs, de leur côté,



*Mireille Sadège

(lire la suite page 5)

Hollywood, un acteur de la vie politique américaine ?



*Barthélémy Courmont

Le cinéma américain est-il un instrument au service de la puissance américaine ou s'impose-t-il de plus en plus comme un véritable acteur de la vie politique mondiale ? La puissance américaine repose sur de multiples éléments qui composent à la fois le hard power (puissance militaire, dissuasion nucléaire, politique de non-prolifération...) et le soft power (capacité d'influence, aspects culturels, éducatifs, diplomatiques...). Souvent négligé, mais pourtant omniprésent, le cinéma se positionne à la fois comme un vecteur de la puissance américaine, et ce depuis ses origines, mais aussi comme architecte de la représentation de la société américaine. Hollywood permet ainsi à Washington d'utiliser d'autres attributs de sa puissance et met en scène le fonctionnement de la première puissance mondiale, la sublimant ou la critiquant, en fonction des circonstances et des regards portés.

L'Amérique n'a pas inventé le cinéma, mais le cinéma a contribué à façonner ce que l'Amérique est devenue. Les relations entre la côte est, celle de la politique, et la côte ouest, celle du septième art, remontent directement aux origines d'Hollywood. Elles se sont progressivement cristallisées, traversant plusieurs crises, pour devenir finalement une véritable arme fatale au service de la première puissance mondiale. Sentant rapidement l'importance du cinéma comme vecteur du pouvoir politique, Washington s'est efforcé de renforcer son autorité sur

l'industrie cinématographique, enrôlant de fait les « faiseurs de rêve », et les muant en « faiseurs d'images » au service du soft power. Le cinéma américain, c'est également celui des « stars » prenant position sur les questions politiques, soit en s'alignant sur Washington, soit au contraire en se situant en dissidence. Sur le front des cinéastes engagés, dont Hollywood se fait souvent l'écho, l'Amérique se distingue-t-elle du reste du monde ? Indiscutablement. À titre d'exemple, on trouve presque normal que Sean Penn se rende dans un Irak en pleine crise avec les États-Unis, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique, la prise de position de certains acteurs est encore vilipendée. Les choses évoluent cependant, et Hollywood semble en avance plus qu'en décalage. Les interactions sont multiples, et le monde de la politique a multiplié les incursions sur la côte ouest. Rien de nouveau de ce côté, cette relation étroite ayant débuté dès la montée en puissance du cinéma américain, pendant la Première Guerre mondiale. Ce qui est en revanche plus inédit, c'est le phénomène inverse : Hollywood exerçant sur Washington une influence considérable, à la fois en amont des décisions politiques et dans la manière de les présenter au grand public. La politique américaine est ainsi souvent montrée du doigt pour son côté théâtral.

Des politiques à Hollywood, un acteur à Washington... La frontière cinéma-politique

semble de plus en plus floue. Pour s'adapter aux expériences de l'image et de la mise en scène de la politique, Washington doit nécessairement se mettre au diapason des méthodes d'Hollywood, sans quoi les élites politiques pourraient être rapidement submergées par le talent des scénaristes de cinéma, le génie des metteurs en scène, la verve des acteurs engagés et le charisme des stars du grand écran. De Schwarzenegger à Moore, en passant par Clinton ou Bush se mettant en scène et théâtralisant le rôle du politique, sans oublier les multiples bureaux de conseillers assurant la pérennité de l'interaction Hollywood-Washington : les exemples ne manquent pas et semblent confirmer un véritable tournant dans les relations entre le monde des spectacles et celui de la politique.

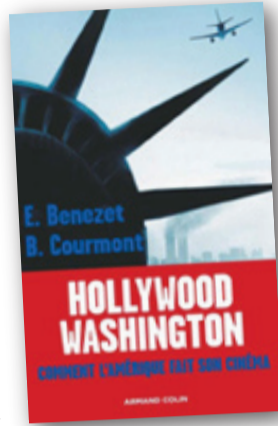
Parallèlement à ces tendances, que nous pourrions considérer comme étant celles des grandes démocraties, Washington en tête, l'industrie cinématographique américaine repose aujourd'hui sur l'existence de trois pôles : New York est le centre de la sphère financière ; Hollywood assure la production artistique ; et Washington protège autant qu'elle surveille. Trois pôles, trois pivots, qui sont aussi ceux de la puissance américaine : la finance, le cinéma, et les institutions. Par exemple, Hollywood est le reflet de la puissance du dollar et du poids des acteurs financiers dans la société américaine. Or, si le lien entre la culture et la finance est très vite apparu comme l'une

des caractéristiques de l'industrie hollywoodienne, ce n'est que progressivement que le monde de la politique s'y est intéressé, notamment en ce qui concerne les questions de représentation du militaire.

Les relations privilégiées qu'entretiennent Washington et Hollywood, si elles s'inscrivent dans la logique du soft power et alimentent les succès de deux des grands pôles de la puissance américaine par un jeu habile d'influences réciproques, s'avèrent parfois être une arme à double tranchant. En distinguant de plus en plus difficilement les limites entre fiction et réalité, les acteurs de la vie publique courent le risque de s'égarer dans des scénarios de plus en plus improbables. D'un côté, les producteurs hollywoodiens sont tentés par la mise en scène de la politique sous la forme de shows de télé-réalité ; de l'autre, les conseillers de campagne des candidats à l'élection présidentielle s'inspirent d'une manière croissante des techniques de tournage, allant jusqu'à déformer la réalité dans un but purement politique. De telles évolutions sont susceptibles d'induire une sérieuse perte de crédibilité des deux univers. L'opinion publique ne prendrait plus ses dirigeants au sérieux et leur préférerait des acteurs à l'apparence plus respectable. À l'inverse, le taux d'exigence de réalisme des productions hollywoodiennes deviendrait tel que les meilleurs centres de formation des acteurs seraient les Ivy League Schools de la côte est, et non plus les écoles de théâtre de la côte ouest.

*Barthélémy Courmont

Responsable du Bureau IRIS à Taiwan. Vient de publier (avec Erwan Benezet) *Hollywood-Washington. Comment l'Amérique fait son cinéma*, Paris, Armand Colin, 2007.



Politique d'ouverture et crise au PS, quelles réponses ?



*Dr Olivier Buirette

Le candidat l'avait promis, le nouveau président l'a fait ; depuis le 6 mai 2007 et davantage depuis son investiture du 16 mai, la composition du gouvernement s'est faite sous le signe de l'ouverture. On peut aisément distinguer au moins 3 phases, la première pouvant être celle des ralliements au futur président pendant la campagne elle-même comme celui de l'économiste Éric Besson qui changea de candidat durant la campagne pour rejoindre la candidature du président de l'UMP. La composition des gouvernements Fillon 1 et Fillon 2 apparaît comme significative de la seconde phase de cette ouverture, cette fois ci beaucoup plus politique avec des postes dits sensibles revenant à des personnalités de gauche comme Bernard Kouchner nommé ministre des Affaires étrangères. On le voit donc, des personnes emblématiques de la gauche sont dans le gouvernement, mais l'ouverture de cette phase 2 a été également faite à des personnalités publiques issues du centre ou du monde de l'humanitaire plutôt classé à gauche, comme le très médiatique Martin Hirsch, nommé haut-

commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté ; en effet, l'intégration de l'ancien président d'Emmaüs est un symbole très fort. Citons aussi le très emblématique entraîneur de l'équipe de France de rugby Bernard Laporte nommé secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé de la Jeunesse et des Sports. On note donc dans un premier temps des ralliements et dans un second temps, après le 16 mai, une ouverture très large aux personnalités de gauche ou de sensibilité de gauche ou du centre qui entrent dans le gouvernement aux côtés d'autres membres faisant partie de la « société civile ». Enfin, la phase 3 qui est celle de l'ouverture à des nominations pour ce que l'on pourrait appeler des postes particuliers en tant que membres de commissions ou encore chargés de missions diverses. Là encore, la stratégie présidentielle, que nous tenterons d'expliquer ensuite, marque de grands coups, avec l'entrée de Jack Lang comme membre de la Commission sur la réforme de nos institutions ou encore le soutien sans faille du président à la candidature de Dominique Strauss Kahn (ex-candidat interne du PS à la présidentielle) pour la présidence du FMI (poste qu'il a de grandes chances d'emporter cet automne). Enfin, n'oublions pas la

mission confiée à l'ex-ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin, Hubert Védrine, chargé de rendre un rapport pour septembre 2007 portant sur une réflexion sur le rôle de la France face aux risques planétaires actuels et la nomination le 25 juillet de Jacques Attali, chargé d'une mission également pour la rentrée.

Face à cela, quelles réponses de la part du PS ? Une interview du premier secrétaire François Hollande dans *Le Monde* du 24 juillet 2007 parle d'un « Coup d'éclat permanent ». Il est évident que, dans certains cas, on peut parler d'une génération de personnalités de gauche qui craignent sans doute d'être hors course en 2012 et qui, ainsi, acceptent une dernière fois de servir le pays sous telle ou telle forme. Il est évident que ce qui ressemble assez à un débauchage, voire un dépeçage, du PS a au moins le mérite de clarifier la situation et de permettre, au sein du principal parti d'opposition, de voir émerger des personnalités nouvelles qui annoncent les réformes à venir, comme le député Manuel Valls par exemple, ou encore d'autres qui ne vont pas manquer d'apparaître à la rentrée 2007. On a beaucoup raillé le président Sarkozy sur sa politique d'ouverture, mais il est évident que celle-ci est bien

réelle et surtout sincère. Il ne faut pas oublier que le jeune président (52 ans depuis janvier 2007) se réclame de l'esprit qui animait le général de Gaulle et qu'en effet son désir de conjuguer les meilleurs talents pour la « meilleure équipe » comme il l'a dit lui-même ne doit pas nous étonner. On ne peut que constater que nous sommes, depuis mai 2007, face à une présidence d'un nouveau style, suractive, dynamique et efficace. Cependant, il est évident que, même dans le camp de la majorité présidentielle, ce style nouveau de gouvernance étonne, perturbe et agace parfois, on comprend mal. On aurait sans doute mieux vu Patrick Devedjian Garde des sceaux plutôt que Rachida Dati, figure tout à fait emblématique du nouveau gouvernement. On s'étonne de voir Édouard Balladur flanqué de Jack Lang dans cette Commission de sages chargés de repenser les institutions, etc.

Il est trop tôt pour faire un premier bilan ; toutefois, la vivacité, la jeunesse et le dynamisme de la nouvelle équipe au pouvoir font en effet « bouger les lignes ». Face à tout cela, l'opposition, quelque peu démembrée, est désormais acculée aux réformes nécessaires.

*Dr Olivier Buirette, Historien

L'avenir des relations bilatérales et les projets entre... (Suite de la page 1)



Mordehai Amihai

décidé, avec le leadership de l'Union des chambres et des échanges de Turquie, de favoriser les investissements d'hommes d'affaires turcs vers la Palestine pour ranimer l'économie palestinienne. Cette région d'Erez est une région située à la frontière entre Gaza et Israël. Ce projet est encore à l'étude, mais il faudrait le mettre rapidement en application. Selon ce projet, les activités commerciales de cette région seraient détaxées, c'est-à-dire que l'on y créerait une zone franche sur le plan commercial.

Au cas où le nouveau gouvernement déciderait d'intervenir dans le nord de l'Irak, quelle serait la réaction d'Israël ?

La Turquie est souveraine quant à ses décisions et je ne suis donc pas en position de répondre à cette question. Mais nous comprenons les souffrances en matière de terrorisme et les soucis de sécurité de la Turquie. Nous savons également combien sont importantes les activités terroristes auxquelles est exposée la Turquie et combien il est urgent d'y mettre fin. Mais c'est à la Turquie de décider par quel moyen elle va y mettre fin. Si une attaque était décidée, nous rejoindrions les parties en présence, c'est-à-dire la Turquie, les États-Unis et l'Irak, pour une évaluation de la situation.

Peut-on actualiser les projets élaborés dans le passé entre la Turquie et Israël concernant les problèmes du manque d'eau dû au réchauffement de la planète ?

J'étais à Menemen lors de ces problèmes d'eau en Turquie. Un spécialiste en eau nous y a alors appris comment mieux utiliser l'eau et nous organisons ce cours régulier

pour encourager aux économies d'eau. Durant ce cours, un conférencier avait souligné le fait que la Turquie n'était plus un pays riche en eau. Avant de faire une évaluation des projets, il faudra connaître les données actuelles dans ce domaine. Bien entendu, plusieurs projets existent mais ils ne sont qu'en phase préliminaire. Le plus important de ces projets est celui envisageant d'acheminer par le biais d'un canal, depuis Ceyhan jusqu'au port d'Askelon en Israël, non seulement l'eau, mais aussi le pétrole, le gaz et l'électricité. Si ce projet se réalise, l'étape suivante consistera à prolonger ce canal depuis le port d'Askelon par un nouveau canal jusqu'au sud d'Israël et, de là, jusqu'en Inde par bateau. Ce type de tankers, ne pouvant pas transiter par le canal de Suez, doit faire le tour de l'Afrique. Avec un tel projet, on pourrait distribuer de l'eau, du pétrole, de l'électricité et du gaz moins chers et plus rapidement à plusieurs parties du monde. Mais, comme je viens de le préciser, nous n'en sommes qu'au stade du commencement. Le mois dernier, le ministre de l'Énergie et

La Turquie a un rôle très important à jouer dans le processus de paix au Moyen-Orient et elle est toujours prête à assumer des responsabilités.

de l'Infrastructure devait se rendre en Turquie mais il a repoussé sa visite à cause des élections. J'espère qu'il viendra à la suite de la formation du nouveau gouvernement.

Comment ce projet prévoit-il le flux de l'électricité d'Israël en Turquie et de Turquie vers Israël ?

L'électricité est une source d'énergie qu'on ne peut stocker. Quand on en produit trop, c'est un problème puisqu'on ne sait quoi faire du surplus. En cas de sous-production, on rencontre une pénurie d'énergie, notamment à cause du fonctionnement des climatisations durant les mois d'été. Dans plusieurs pays européens, ceux qui produisent un surplus d'électricité peuvent l'envoyer, par le biais de liaisons à gros débit, à d'autres. Il en est de même entre les pays de l'Amérique du Nord.

Il ne serait pas possible pour Israël de mettre en place une telle initiative avec les pays voisins puisqu'il n'est pas entouré de pays amis et alliés. Si un tel projet est réalisé, il sera alors possible entre la Turquie et Israël de s'échanger les surplus d'électricité entre les deux pays, ce qui résoudra la plupart des problèmes.

Est-ce qu'on pense inclure Chypre sur ce parcours en tant qu'escale ?

Chypre pourrait être une escale. On sait bien qu'il y a, surtout dans la partie nord de

Chypre, des problèmes d'électricité et on souhaiterait que cette partie profite de ce passage. Mais il existe des contraintes techniques surmontables. Par exemple, dans une partie de la Méditerranée, la mer est très profonde et il faudrait pouvoir utiliser des tuyaux flottants, mais qui se situent à une telle profondeur qu'ils ne gênent pas le trafic maritime. Les études techniques sont en cours, certaines

firmes font des recherches à ce sujet, tant en Israël qu'en Turquie.

Comment évaluez-vous le comportement de la Turquie dans l'équilibre actuel du Moyen-Orient ? Une Turquie active pourrait-elle nuire aux intérêts nationaux d'Israël ?

La Turquie est un pays très important dans la région. Depuis toujours, elle et Israël sont alliés et partenaires stratégiques et entretiennent de bonnes relations. Puisque les deux seuls pays de la région à être dotés d'un gouvernement démocratique sont la Turquie et Israël, il était normal qu'ils adoptent le même système de valeurs.

De plus, la Turquie est un acteur important dans la région puisqu'elle maintient de bonnes relations avec Israël tout en ayant des liens forts avec les pays arabes. À cause de ces liens culturels et historiques, elle a même souvent aidé ces pays. L'envoi de soldats dans le sud du Liban en est un exemple. C'est la Turquie qui fut l'hôte, il y a deux ans, des réunions bilatérales entre le Pakistan et Israël. Comme on peut le lire dans les médias, la Syrie envoie ses messages par le truchement de la Turquie. Même si ceci n'est pas une information officielle, la puissance turque ne fait aucun doute et c'est pour cette raison qu'on espère que les relations avec la Turquie vont

continuer ainsi.

Que pensez-vous de la situation économique et sociale de la communauté juive en Turquie ? Quelles sont vos attentes ?

Nous connaissons bien le gouvernement AKP avec lequel nous travaillons depuis longtemps en confiance. Les relations turco-israéliennes vont continuer à être florissantes.

Les relations de la Turquie avec la communauté juive turque datent de longtemps. Les juifs, renvoyés en 1492 d'Espagne vinrent ici à la suite de l'invitation des sultans ottomans et, depuis, ils ont vécu en harmonie avec le reste de la société turque.

Ce rapprochement fut ensuite renforcé par l'accueil par la Turquie des juifs enfuis de l'Allemagne nazie. D'ailleurs, les diplomates turcs ont empêché la mort de nombreux juifs par leur sacrifice en France et à Rhodes. Depuis le premier jour où ils ont commencé à cohabiter, les juifs ne se sont pas sentis différents des Turcs et ils partagent avec eux les mêmes obligations dues à la vie en société.

En ce qui concerne leur situation économique, on trouve, comme dans toutes les communautés, des sous-classes, une classe moyenne et une classe riche. Il n'y a pas de différence par rapport aux autres membres de la société turque. Les juifs sont des Turcs comme les autres et il n'y a aucune raison pour que la situation existante change.

Propos recueillis par Hüseyin Latif et Nagehan Tam

Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche.
QUALITE et RAPIDITE sont nos mots d'ordre .

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96



Les femmes doivent être présentes au Parlement pour changer le monde

Les femmes, partout dans le monde, affrontent encore des inégalités dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la prise de décision ou du travail. La Turquie, étant un pays en voie de développement évoluant vers une économie urbaine industrielle, fait des progrès considérables en la matière, même si elle reste pour l'instant un pays de paradoxes en comptant 30 % de femmes parmi ses universitaires, mais ayant en même temps des régions dans lesquelles le niveau d'illettrisme féminin est très élevé.



De grands changements législatifs ont été accomplis depuis 2001 dans la Constitution, le Code civil, le Code pénal et le Code du travail turcs sous l'effet de dynamiques externes et internes dues au développement économique et démocratique du pays, accéléré par le processus d'adhésion à l'UE renforçant la société civile. Cette revendication de leurs droits découle également de l'indépendance économique des femmes. Dans ce cadre, la réussite des activités des ONG de femmes – avec 450 associations actives – est due à leur manière d'influencer le processus de réformes en y collaborant et en construisant des liens avec les associations européennes. Elles font du lobbying auprès des organismes intérieurs, utilisent les médias et, par conséquent, réussissent à attirer l'attention de l'opinion publique sur la question de la participation politique et sociale des femmes à la vie active, rendant la société plus consciente des problèmes que jamais. Malgré cette évolution, la situation des femmes en Turquie, comme ailleurs dans le monde, reste encore une source d'inquiétude dans trois domaines principaux : la violence envers les femmes, leur participation très faible sur le marché du travail et l'éducation. En Europe, ces problèmes sont encore d'actualité, même s'ils ne se situent pas au même niveau qu'en Turquie.

Pour pouvoir les résoudre, la voie la plus efficace est la participation des femmes à la vie politique. Avoir leur place dans le processus de prise de décision permettra aux femmes d'expliquer qu'une forte participation des femmes au travail est cruciale pour la compétitivité de l'économie, de revendiquer un alignement législatif permettant des rémunérations équitables ainsi qu'un juste accès à l'emploi.

Une des organisations travaillant dans ce domaine est le mouvement ARI qui est une des grandes organisations de la société civile turque ayant comme objectif principal le passage de la démocratie représentative à la démocratie participative au sein de la société. L'organisation vise aussi à accroître le rôle des femmes dans ce processus et accentue l'importance de la formation des femmes dans la perspective d'une participation active à la vie politique en menant le projet nommé « Jeune femme : s'adapter à la politique ». À la suite d'un travail de deux ans accompli par les trois organisations ARI (mouvement de Turquie), Women without borders (Autriche) et le Mediterranean Institute for gender studies (Chypre), un séminaire international regroupant 13 participants de ces organisations s'est réuni à Vienne. Le projet, financé par le Fonds

européen dans le cadre du programme Socrates Grundtvig, est une initiative unique mettant les jeunes femmes intéressées et engagées en position de lutter activement pour une cause et d'apporter leur contribution à la société. Le but est d'élargir leurs réseaux et leurs horizons avec des projets transfrontaliers. Le séminaire a développé un programme interactif concernant des exercices pratiques et théoriques

sur l'identité, la résolution de conflits, les droits des femmes et le leadership. Le séminaire a aussi servi à comparer la situation des femmes dans d'autres pays et chercher des réponses aux questions comme « Comment peut-on devenir des citoyennes actives ? Quelles sont les barrières pour la participation active des femmes ? Comment peut-on être un leader ? » Les réponses données par les participants avaient toutes un point commun : « Les femmes doivent être présentes au Parlement pour changer le monde » car elles apportent des priorités politiques différentes de celles des hommes, elles changeront ainsi les procédures et la culture politiques. Leur présence est transformative car elles sont beaucoup plus sensibles aux problèmes socio-économiques, éducatifs, sanitaires et humanitaires. En ayant des perspectives différentes, elles peuvent répondre plus efficacement aux besoins de la société. Le séminaire, rassemblant des participants de trois pays, a servi à constater que, malgré les différences culturelles,



socials ou économiques entre les pays, le problème essentiel reste toujours le même : la sous-représentation des femmes dans la vie politique. Cette sous-représentation, qui était et sera toujours un problème universel et un sujet de soucis, concerne les femmes nommées ainsi que les élues. En Turquie, 52 % de la population est constituée par des femmes alors que leur représentation au Parlement était de 4,39 % aux élections de 2002 et n'est encore que de 9 % à celles qui ont eu lieu le 22 juillet 2007. Ces chiffres restent encore insuffisants compte tenu de la re-

La présence des femmes dans le processus de prise de décision est cruciale pour changer leur place dans la société.

présentativité, l'accessibilité, le réalisme et la diversité sociale que doit refléter un Parlement démocratique. Les femmes, dont la présence est cruciale dans le processus de prise de décision pour changer des rôles traditionnels qu'on leur accorde et pour mettre leurs problèmes à l'ordre du jour, affrontent plusieurs obstacles : tout d'abord, à cause des rôles qu'on attribue traditionnellement aux hommes et aux femmes, l'arène politique reste toujours une arène réservée aux hommes. Elles ont beaucoup de mal à concilier leurs multiples rôles de mère, épouse, fille et professionnelle avec la politique. La compétitivité de la vie politique, son côté agressif, les sacrifices qu'elle demande au niveau de la vie familiale, les frais financiers qu'il faut engager pour faire de la politique par rapport au revenu qu'elles ont – même avec des salaires équitables – et le caractère non démocratique des partis politiques qui ne placent les femmes qu'à la fin des listes électorales sont les principales raisons de l'absence des femmes dans la politique. Une discrimination positive avec un quota dans les pays qui n'en ont pas, comme la Turquie, serait une bonne initiative pour leur donner la place qu'elles méritent dans la prise de décision. Mais une véritable libération des femmes, en Turquie ou ailleurs, ne pourra être assurée qu'à travers le développement de la démocratie.

*Melis Aydemir

Francophonie : le droit de réponse

À la suite d'un article du numéro 25 d'Aujourd'hui la Turquie (mai 2007) « La francophonie délaissée par les Français », S.E. Jean-Christophe Peaucelle, Consul Général de France à Istanbul, a souhaité publier dans nos pages un droit de réponse. Lecteurs réguliers d'Aujourd'hui la Turquie, nous avons été un peu surpris par le ton d'un article paru dans le numéro du mois de mai à propos de la francophonie en Turquie.

C'est peut-être un fait insuffisamment connu, mais l'enveloppe de coopération consacrée à la Turquie est la plus importante de celles que le Ministère des Affaires étrangères dépense en Europe, Russie comprise. Sur cette enveloppe, 60 % sont dévolus à la francophonie, notamment à travers le soutien à l'Université de Galatasaray et aux établissements bilingues, dont Aujourd'hui la Turquie souligne à juste titre la qualité, tout en passant sous

silence l'engagement de la France à leurs côtés.

Il convient de rappeler également que les entreprises françaises en Turquie, loin de se désintéresser de la francophonie, s'efforcent au contraire de former en français leurs personnels turcs. Le fait que les jeunes Turcs soient toujours nombreux à se tourner vers le français montre bien que la maîtrise de notre langue est considérée, entre autres avantages, comme un atout sur le marché de l'emploi.

Enfin, les usagers de la médiathèque de l'Institut Français d'Istanbul ont à leur disposition, aux côtés de 70 périodiques français, les différents numéros d'Aujourd'hui la Turquie acquis par l'Institut à chaque parution depuis sa création. L'équipe du journal est régulièrement dans les murs pour faire sa publicité et recueillir des interviews des personnalités francophones invitées par l'Institut. Il est donc aussi étonnant de lire qu'Aujourd'hui la Turquie serait victime d'«indifférence officielle» que de

ne pas trouver la moindre allusion à la trentaine de manifestations organisées par le réseau culturel français en Turquie pour le mois de la Francophonie. On aurait pu s'attendre à ce que la visite d'Hélène Carrère d'Encausse, Secrétaire Perpétuel de l'Académie Française, suscite quelque intérêt de la rédaction dans la perspective d'un article sur la francophonie.

Ces informations sont évidemment publiques et à la portée de ceux qui souhaitent les connaître lorsqu'ils s'intéressent à la francophonie. Mais aucun représentant du Consulat Général ni des services culturels n'a été contacté pour s'exprimer sur ce sujet fondamental, qui constitue la première priorité de la coopération française en Turquie.

Ces éclaircissements ayant été apportés, nous renouvelons notre entière disponibilité et notre soutien à votre journal.

Jean Christophe Peaucelle
Consul Général de France à Istanbul
Arnaud Littardi

Directeur de l'Institut Français d'Istanbul – attaché culturel

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

dans votre agence de voyages ou
www.marmara.com
0892 161 161

Turquie Week-end Happy Istanbul ***

229€

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

Le grand défi de Sarkozy



*Garip Turunç

Le nouveau président français a une obsession : empêcher, par tous les moyens, une adhésion pleine et entière de la Turquie à l'UE : lui proposer un « partenariat privilégié », créer une « Union méditerranéenne » comme solution de rechange, user de son droit de veto d'État membre pour stopper les négociations... Cette agitation épileptique et ces petits mouvements browniens font vraiment beaucoup de bruit pour rien. Ne nous laissons pas bercer par les sirènes de l'activisme à tout va. Si c'était d'un Nicolas Sarkozy que nous avons besoin comme enchanteur d'une UE encalminée pour en tracer, en quelques crayonnages, des frontières et une pensée stratégique, nous n'aurions assurément pas tant attendu.

L'Europe – faut-il le rappeler ? – n'est pas un continent au sens géographique du terme, mais constitue une partie de l'Eurasie et ses « frontières » communément admises ne sont que des limites informelles établies pour des raisons politiques ou simplement pratiques. Dans la construction européenne, la dimension géographique n'a jamais été un critère sélectif dans l'esprit de ses initiateurs, comme ne le sont pas les facteurs culturels et religieux : pour Jean Monnet, l'Europe était un projet politique, générateur de solidarité, d'amitié et de paix entre les peuples et il s'est bien gardé d'en fixer les frontières. Rappelons également que si la Turquie n'est géographiquement que partiellement en Europe, historiquement, elle faisait déjà partie de l'Europe à une époque où la France n'existait pas encore.

Un prédécesseur de Nicolas Sarkozy, Napoléon Ier, semblait le savoir lorsqu'il déclarait : « S'il y avait un jour un gouvernement du monde, sa capitale devrait être Constantinople. »

Le président de la République a lancé l'idée de l'« Union méditerranéenne » – cette chimère, comme le disait Daniel Vernet dans Le Monde du 11 juillet dernier – souhaitant offrir une solution de rechange à l'entrée de la Turquie dans l'UE. « C'est dans la perspective de cette Union qu'il faut envisager

les relations de l'Europe et de la Turquie », déclarait-il, dans son discours prononcé à Toulon, pendant la campagne présidentielle écoulée. Ces derniers mois, la Commission européenne et la majorité des chefs d'État et de gouvernement favorables à la poursuite des négociations avec Ankara l'ont mis en garde contre la tentation d'utiliser ce projet pour enrayer les négociations entre la Turquie et l'UE. Le président du Conseil italien Romano Prodi, reçu à l'Élysée, le 4 juin dernier, a déclaré à son hôte que : « l'Union méditerranéenne ne doit pas être une échappatoire pour résoudre le problème de nos relations avec la Turquie. C'est autre chose », a-t-il affirmé. « On commencerait mal une grande aventure », en l'envisageant ainsi », a-t-il ajouté.

L'autre concept à la mode dans les milieux politiques français et européens, proposé comme variante à l'adhésion pleine et entière de la Turquie à l'UE, c'est celui du « partenariat privilégié ». Or, là aussi, la lecture des arguments avancés par les partisans de ce projet n'apporte que peu de suggestions réelles et de progrès par rapport à ce qui existe déjà ; cette solution de substitution ressemble fort à une coquille vide destinée à sauvegarder coûte que coûte les intérêts économiques européens en Turquie tout en préservant l'UE d'éventuels inconvénients de l'intégration ; en outre, elle masque des motivations réactionnaires et identitaires peu avouables et s'appuie sur des mythes dépassés. Il convient donc d'en dénoncer le caractère peu crédible et dangereux.

Une lecture approfondie permet, en effet, de déceler sa nature profonde ; elle apparaît dès lors :

1) démagogique car elle donne l'illusion de répondre aux préoccupations profondes de populations trompées par des informations mensongères ou exagérées ;

2) irréaliste car les Turcs ne veulent pas entendre parler ; de plus, le processus de négociations est engagé depuis 2004 avec l'assentiment de tous les États membres de l'UE ; il ne peut être remis en cause que par le non-respect des critères de Copenhague par le candidat et non par des contre-propositions qui équivalraient à une rupture unilatérale d'engagement [Notons qu'en s'opposant à

l'ouverture du chapitre des négociations sur l'union économique et monétaire entre l'UE et Ankara, le président de la République vient de commettre une erreur constitutionnelle. La révision constitutionnelle approuvée en 2005 a rendu le référendum obligatoire en France pour toute nouvelle adhésion à l'UE. Cela signifie qu'il appartient désormais aux Français de trancher directement la question de l'adhésion turque le moment venu. Le chef de l'État n'a pas à faire prévaloir ses préjugés et préférences personnels pour retarder la décision du peuple dans un sens ou dans un autre, mais à jouer loyalement le jeu de la négociation] ;

3) pernicieuse car elle apparaît comme la solution idéale pour régler tous les problèmes soulevés par l'élargissement européen et donne à ses instigateurs l'image du réalisme politique et du désir d'ouverture face à l'intransigeance irréfléchie d'Ankara et de Bruxelles ;

4) permissive car elle ouvre la porte à toutes les dérives idéologiques, néo-nationalistes, racistes et xénophobes ;

5) castratrice car elle occulte et envoie aux oubliettes les immenses enjeux politiques, stratégiques, économiques et humains que revêt le projet d'adhésion de la Turquie.

Il est urgent que le temps de l'hypocrisie et des mensonges prenne fin : dire la vérité aux gens ? Eh bien disons-la ! Sur une question aussi délicate que celle des perspectives de l'intégration de la Turquie à l'UE, quelle est la nature des garanties et des marques de confiance que les Européens sont prêts à manifester aux citoyens turcs ?

S'il s'agit là d'assurer la sécurité collective et d'éviter un clash de civilisation pour la « paix perpétuelle » dans le monde, que sommes-nous prêts à mettre sur la table qui n'existe pas déjà ?

Monsieur le président se sent-il prêt à relever ce qui apparaît comme étant le défi stratégique le plus grand, le plus important de son quinquennat ? Et à en tirer les conclusions qui s'imposent en termes d'imagination et de force de conviction ?

Esquissons quelques lignes d'un possible texte que le chef de l'État français, Nicolas Sarkozy ira proposer en personne à ses « amis turcs » dans l'optique de « réorienter »

les relations turco-européennes.

Trois propositions peuvent constituer ce texte de compromis et de réconciliation :

1) un partenariat plein et entier en matière stratégique et diplomatique entre la Turquie et la France puis avec l'Europe dans un second temps ;

2) un partenariat économique viable permettant de renforcer et de pérenniser l'ancrage de la Turquie à l'UE, en corrigeant les coûts engendrés en Turquie par l'ouverture de son marché (Union douanière) aux exportateurs et investisseurs européens. Ce qui impliquerait la mise en place de mécanismes de solidarité et d'investissements significatifs. Comment peut-on désirer un véritable partenariat en refusant à la Turquie les exigences fondamentales de l'équité économique ?

3) un partenariat politique susceptible de fournir à la Turquie les moyens de décider à égalité avec les Européens sur l'ensemble de ces sujets « communautaires » qui la concerneraient fondamentalement : on peut alors imaginer un Conseil de représentants permanents dans une capitale européenne (Paris, par exemple) dont les projets seraient validés par une assemblée de délégués cooptés par les députés européens d'un côté et par la députation turque de l'autre, le tout accompagné d'un comité de vigilance des relations euro-turques composé de hautes personnalités, de sages indépendants.

Plusieurs conditions sont cependant nécessaires à l'acceptation d'une telle proposition :

1) ne pas interrompre les négociations en cours ;

2) donner à l'UE une vraie capacité de décision politique ;

3) conférer à l'UE une véritable dimension stratégique.

Il faudra, très vite, déployer ainsi des trésors d'imagination et de volonté politique. N'attendons pas pour agir que l'avenir nous soit complètement révélé. Si nous attendons que toutes les questions aient trouvé leur réponse, nous n'agirons jamais, nous n'atteindrons jamais la certitude attendue et nous serons entraînés par les événements que nous aurions renoncé à orienter.

*Garip Turunç

Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV
Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul

Une troisième rentrée pour ALT

(Suite de la page 1)

optaient pour la poursuite et la continuité des politiques suivies par le gouvernement AKP. Le vote de 47 % en faveur de l'AKP est ainsi expliqué par la présidente de la Tüsiad (patronat turc), Arzuhan Dogan Yalçindag, de la manière suivante :

« Ces derniers temps nous avons vécu un refroidissement dans les relations avec l'UE en raison de certaines déclarations et positions de responsables européens très hostiles à l'égard de la Turquie. Mais je considère le vote du 22 juillet comme un vote de confiance à l'égard de l'UE car l'AKP est le parti qui a



R. Tayyip Erdoğan

entrepris le plus grand nombre de réformes à destination de l'UE. Et lorsque le peuple turc soutien l'AKP à 47 %, pour moi le message est : continuons sur la voix de l'UE. » C'est aussi ce qu'indique Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris : « Même s'il existe une amertume des Turcs vis-à-vis de l'UE, leurs votes ne se sont pas

portés vers des formations anti-européennes et c'était inespéré. Les Européens ont intérêt à se montrer plus positifs vis-à-vis de la Turquie car, avec Recep Erdogan, nous disposons d'un vrai interlocuteur,

le meilleur possible, qui veut aller jusqu'au bout. »

La présidente de la Tüsiad précise également que l'AKP doit faire preuve d'ouverture :

« Comme nous ne voulons pas de nouvelles crises provoquées par l'élection du président de la République, nous avons demandé au gouvernement des efforts de compromis, notre

souhait étant que les membres du nouveau gouvernement ne soient pas issus d'un seul parti ou d'une seule couleur. » En tout cas, pour Didier Billion : « Recep Erdogan n'avait pas fait preuve de compromis en avril dernier ; j'ose espérer qu'il aura intégré l'erreur. » Ensuite, concernant les débats à propos de la Constitution, la pré-

sidente de la Tüsiad a précisé : « Je pense que le point de départ ne devrait pas être les principes et les valeurs révolutionnaires lancés par Atatürk. »

Quant à notre journal, nous effectuons cette rentrée avec une nouveauté : la création d'un département de coordination sous la direction du grand journaliste et membre de notre comité de rédaction, monsieur Kemal Belgin. Depuis le premier numéro

d'Aujourd'hui la Turquie, il écrit des articles concernant le sport et, désormais il apportera aussi au journal son grande expérience dans tous les domaines, afin de contribuer davantage à son développement. Enfin nous tenons à remercier tous nos lecteurs et tous nos abonnés pour la confiance qu'ils nous accordent.

*Mireille Sadège, journaliste,

Docteur en histoire des relations internationales

Restaurant et Hôtel, en plein cœur
de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

Analyse sociologique des élections du 22 juillet... (Suite de la page 1)



Mustafa Delican

Unis dans le domaine des relations du travail. Pour le sociologue Mustafa Delican, un véritable dirigeant public doit pouvoir maîtriser tous les sujets concernant la société et ceci n'est possible que par une bonne connaissance des domaines comme la sociologie, la science politique, l'économie et le droit. Nous l'avons questionné sur le résultat des élections du 22 juillet. Quelle est son analyse sociologique du dernier vote des Turcs ? Réflète-t-il l'évolution de la société ?

Certains ont affirmé que ces élections étaient très cruciales et importantes pour le pays. En fait, pour eux, les évolutions de la société turque ne correspondaient pas à leurs attentes et, selon certains journaux, cette élection représente la victoire d'une partie et la défaite de l'autre, ces deux parties de la population étant opposées depuis la guerre de l'Indépendance. Moi, je ne vois pas cela ainsi : l'un des problèmes principaux de la structure politique turque est que les préférences et les choix des fondateurs de la République concernant l'orientation, les modèles et les valeurs ont été saisis différemment par les générations suivantes. Ainsi, il y a une différence entre ceux qui veulent les protéger et ceux qui ne le veulent

pas. De façon générale, dans une société, il n'y a pas une seule opinion mais plusieurs et cette diversité d'opinions conduit à l'apparition de nombreux groupes comportant des individus qui partagent les mêmes opinions. La politique n'est autre qu'une réponse aux demandes exprimées par ces opinions qui sont retransmises à l'autorité politique par le biais de certains canaux. Alors, les différentes opinions dans la société choisissent les organisations aptes à les représenter et les défendre et, quand ces organisations sont des partis politiques, apparaît alors le pluralisme politique. Historiquement, la structure politique de la Turquie est fondée, en termes de société, sur la classe moyenne. Ceci ne correspond pas à la notion de classe au sens occidental et surtout pas au sens marxiste, l'histoire de la Turquie étant basée sur une réalité sociologique. C'est pour cette raison que, quand on parle de la Turquie, il faut bien analyser certains points sensibles et les aspirations de la société.

Rappelons que la société a une mémoire politique, constituée depuis des milliers d'années et que le peuple fait évoluer cette mémoire dans son quotidien par des débats. Je ne pense pas que les médias, les organes de communication, orientent profondément la société en Turquie. S'il y a néanmoins une orientation ou une influence, elle ne peut porter que sur une partie de la population ayant un certain niveau de formation. Le fait que les tirages de la presse écrite n'augmentent toujours pas et que, à la télévision, les programmes de divertissement soient préférés aux débats politiques en est bien la preuve. Autrement, quand les gens pren-

nent une décision politique, ils le font selon leur acquis personnel. Autre point important ayant influencé les élections : rappelons que la Turquie fut restructurée politiquement après 1980, mais la plupart des partis fondés alors ont disparu. Cependant, les partis fondés auparavant ont continué leur existence comme le Parti de la justice (AP) sous le nom de Parti de la juste voie (DYP), le Parti du salut national (MSP) sous le nom de Parti de la prospérité (RP) et le Parti républicain du peuple (CHP) continue sous le même nom. Mais il est difficile de considérer en Turquie les partis dans le sens sociologique du terme. Seuls le CHP, le Parti de l'action nationaliste (MHP), le Parti Saadet (SP) et le Parti des travailleurs (IP) sont des partis au sens réel. Le Parti de la justice et du développement (AKP), par exemple, a une base juridique et non pas sociologique ni politique. En 2002, le fait qu'il ait obtenu 36 % des suffrages quelques mois après sa fondation ne veut pas dire que ce soit véritablement un « parti ». Ce vote reflète les conditions de l'époque et, pour analyser les résultats de ce vote, il faudrait étudier attentivement ces conditions. Il est difficile actuellement de savoir si l'AKP subsistera après une quatrième élection, l'avenir nous le dira. L'AKP est comme le parti de la Mère Patrie (ANAP) qui avance vers le pouvoir en regroupant en son sein toutes les tendances existantes dans la société. Si ces diverses tendances réussissent un jour à créer une structure leur permettant de mieux s'exprimer, alors elles se détacheront probablement de l'AKP. Je considère l'AKP comme une coalition. Les gens votent pour

le parti qui est fort et dont ils se sentent proches ; ici le barrage des 10 % est un critère décisif. Soulignons que les électeurs veulent « voter utile ». Et pour cela, ils ne peuvent pas exprimer leur volonté librement. Si ce barrage n'existait pas, le Parti démocrate (DP) (anciennement DYP, ce parti est devenu avant les élections le DP) et le SP auraient recueilli plus de voix. Les citoyens, conscients du barrage, se sont orientés vers un parti fort afin de ne pas gâcher leur vote. À part le barrage, l'élection du président de la République et les déclarations faites par l'armée, ont influencé le processus de l'élection. Les événements vécus durant l'élection présidentielle ont non seulement augmenté la tension mais aussi orienté l'opinion. Le fait qu'on n'ait pas recherché, pour les élections précédentes, l'obligation du quorum de 367 voix lors de vote au Parlement, est apparu comme une « nouvelle règle », créée contre le parti au pouvoir, ce qui a fait naître un sentiment d'injustice à l'égard de l'AKP et de son candidat Abdullah Gül. C'est une stratégie adoptée par le CHP à chaque élection et qui lui nuit même parfois. Tous ces facteurs ont influencé le vote du peuple qui doit faire un choix en cas d'antagonisme, autrement dit trancher. Or, on a dépassé ce processus en permettant au peuple de faire son choix, qui rappelle un peu les élections de 1950. Le mécanisme effet-réaction a toujours joué un rôle important dans le comportement des électeurs en Turquie. Bref, le peuple, lors d'un antagonisme s'oriente vers ceux dont il se sent le plus proche.

Propos recueillis par
Hüseyin Latif

La politique extérieure turque a besoin de relations multiples et modulables

Enseignant et directeur du Centre de recherches stratégiques à l'université de Beykent, Sayit Yilmaz a également travaillé pour les Forces armées de l'OTAN. Diplômé du Collège de défense de l'OTAN et spécialiste du management de crise, il nous parle des relations de la Turquie avec ses alliés, européens ou américains, et des organisations comme l'OTAN.



Sayit Yilmaz

Que pensez-vous de la place de la Turquie dans l'OTAN de l'après guerre froide ?

La disparition des blocs, l'évolution des missions de l'OTAN et son élargissement dans l'après guerre froide ont fait naître des craintes quant à l'importance de la Turquie au sein de cette alliance. Mais le rôle de la Turquie au sein de l'OTAN n'a pas diminué, bien au contraire, il s'est renforcé ; ce constat est valable également pour l'UE. En effet, si celle-ci souhaite dépasser son statut d'organisation régionale afin de devenir un acteur stratégique global, elle ne peut le faire sans la Turquie. Aussi, l'UE devrait bien faire ses comptes et accepter la Turquie en son sein.

Se trouvant dans une zone géographique très instable, la Turquie est soucieuse pour sa sécurité et craint qu'en cas de

conflit, l'OTAN ne lui vienne pas en aide. Qu'en pensez-vous ?

Comme vous le savez, de nos jours, la nature des menaces a changé : désormais, le monde est confronté au terrorisme et aux risques liés aux armes de destruction massive. La Turquie, à son tour, est menacée par des mouvements séparatistes, l'intégrisme ou encore ceux qui veulent nuire à l'équilibre des forces à l'intérieur du pays. Aujourd'hui, la Turquie n'a pas besoin d'une aide matérielle ou militaire ; ce dont elle a besoin, c'est d'un véritable soutien et de la collaboration de ses alliés occidentaux qui la renforceraient face aux mouvements et organismes séparatistes qui œuvrent à l'extérieur de la Turquie.

Certains pays en Europe, surtout la France, demandent que l'OTAN agisse sous le mandat des Nations unies. Qu'en pensez-vous ?

Bien sûr, il serait souhaitable que l'Alliance collabore avec une organisation universelle comme les Nations unies. Les États-Unis ont déjà essayé, de 1990 à 1994, de recourir aux Nations unies lors des conflits d'Irak et de Yougoslavie. Dans l'atmosphère optimiste de l'après guerre froide, l'ONU pouvait être une organisation capable de résoudre de nombreux conflits. Mais quand des intérêts de certains membres permanents ayant le droit de veto au sein des Nations unies étaient en jeu, on constata que ceux-ci bloquaient la prise de décision.

C'est ainsi que l'ONU n'a pas su prendre les décisions à temps, surtout en Bosnie, et a fermé les yeux sur les massacres dans ce pays. Alors, avec le temps, les Nations unies ont perdu leur crédibilité et ne sont plus une option valable parce que leur fonctionnement est faussé par les intérêts de ses membres permanents, ce qui fut encore le cas dans la dernière crise irakienne.

Que pouvez-vous nous dire des stratégies de sécurité depuis la guerre froide ?

Étant un spécialiste des stratégies de sécurité, je constate que les concepts et les stratégies de sécurité ont beaucoup changé depuis les années 1990. Malheureusement, la France n'a pas su s'y adapter, de même que certains autres pays européens. Le système de sécurité que les États-Unis appliquent aujourd'hui est une projection de force qui place au premier plan le recours à la force militaire quand il le faut. Et que fait la France ? Elle reste entièrement fermée sur elle-même, privilégiant les calculs de politique interne à la projection vers l'avenir. C'est, en tout cas, ce que nous constatons aujourd'hui.

Au sein de l'UE, nous remarquons des pays favorables à l'adhésion de la Turquie dans l'axe de la Grande-Bretagne et ceux qui s'opposent entièrement avec l'axe de l'Allemagne et de la France. Très certainement, le

futur de l'UE dépendra de l'évolution de ces deux axes opposés.

Les États-Unis s'intéressent actuellement au Moyen-Orient. Les négociations d'adhésion à l'UE se révèlent difficiles. Entre l'Europe et les États-Unis, que doit choisir la Turquie ? D'autant que les intérêts des États-Unis et de la Turquie ne sont pas très proches au Moyen-Orient, au nord de l'Irak, est-ce que ceci constitue un risque pour la Turquie ?

Globalement, les États-Unis ne voudraient pas perdre leurs alliés et voudraient coopérer avec ceux-ci parce que tous défendent les valeurs occidentales, mais il est vrai que les États-Unis sont plus attirés par l'Asie de l'est et du sud. Leur priorité est l'Asie, qui est un marché trois fois plus grand que l'Europe et ils ont conçu une grande stratégie de développement de cette Asie renfermant une très grande partie des sources

d'énergie, que l'on a appelée « Grand Moyen-Orient ». Ils envisagent de profondes transformations de 22 pays de cette région allant de l'Afrique à la Mongolie, mais la puissance des États-Unis ne suffira pas, à elle seule, à la mise en œuvre de ce projet. Les États-Unis ont besoin d'alliés comme la Turquie, l'UE, des acteurs avec lesquels ils coopéreraient dans les domaines politique

(lire la suite page 9)

L'enjeu des universités de fondation en Turquie

Fort de ses quatorze ans d'expérience dans la gestion et la direction d'une université de fondation, Monsieur Mehmet Birinci nous parle d'abord de Beykent, de sa création à ce jour, des étapes d'une réussite puis de l'importance des universités de fondation en Turquie.

Vous avez participé à la création de l'Université de Beykent. Pouvez-vous nous expliquer ce qui a motivé ses fondateurs pour sa création ?

Notre président, Monsieur Adem avait constaté depuis des années qu'il existait un vide dans l'éducation en Turquie, son premier objectif était de créer un ensemble de formation au cœur des Établissements d'enseignement de Beykent, depuis l'enseignement primaire jusqu'à l'université. Tel était son objectif. Les Établissements d'enseignement de Beykent ont été fondés en 1990. Il existe un article de loi, publié par le ministère de l'Éducation nationale de l'épo-

Beykent, Université de fondation, créée en 1997 fête cette année son 10^e anniversaire.

que, stipulant que les écoles privées turques pourront coopérer avec certaines universités étrangères après que l'école primaire et le lycée seront fondés au sein des Établissements d'enseignement de Beykent. Ceci dit, en nous basant sur cette loi, nous avons signé un contrat de coopération éducative avec l'Université de Liverpool. En réalité, les premières pierres avant la fondation de l'université ont été posées de cette manière.

Quel était votre rôle ?

J'étais chargé de l'organisation. J'étais, à cette époque, en mission à Beykent SA et c'est ainsi que nous avons débuté. Nous avons commencé avec 50 étudiants et nous en comptons 7 500 à l'heure où nous fêtons notre dixième anniversaire... À ses débuts, l'établissement n'avait que 10 enseignants, alors qu'à présent, ils sont 400 à offrir leurs services au sein de notre université soit à temps plein, soit à mi-temps.

Passé de 10 à 400 universitaires, le nombre a été multiplié par quarante. Comment expliquez-vous ce progrès extraordinaire ?

Récemment, le président d'ÖSYM disait : « Nous sommes parvenus à augmenter les contingents seulement de 7 %. En revanche, la demande a augmenté de 40 % », ce qui montre que le nombre d'universités en Turquie est considérablement insuffisant. Bien sûr, nous sommes une université de fondation créée à partir d'une loi liée à l'Organisation de l'enseignement supérieur. Notre logique de fonctionnement est la même que celle des universités d'État car nous sommes une université dotée d'un statut semi-public. De ce fait, nous acceptons les étudiants avec le même procédé de placement central que les universités d'État. Ainsi, la sélection se fait parmi les étudiants ayant réussi le concours d'entrée à l'université. Vous allez dire : « Mais qu'est-ce qui vous distingue des universités publiques ? » La réponse est : les moyens matériels et l'équipement que nous mettons à la disposition de nos étudiants. Par ailleurs, actuellement, l'un des plus grands besoins de la Turquie est le besoin de personnel intermédiaire. Nous formons des personnels intermédiaires, au sens propre du mot, au sein des 17 programmes de notre école de

formation professionnelle supérieure. Nous essayons de former réellement des personnels intermédiaires compétents qui soient immédiatement opérationnels dans l'entreprise. Lorsque nous regardons les fondateurs des universités de fondation, nous voyons effectivement que ces derniers sont des industriels et des hommes d'affaires. Donc, ils connaissent les besoins du marché en termes de profils les plus recherchés.

Les universités des fondations parviennent-elles aisément à faire approuver leurs demandes de création de nouvelles sections à l'Organisation de l'enseignement supérieur...

Je vous rappelle que nous dispensons un enseignement de licence dans le cadre de 26 programmes et de pré-licence à travers 17 programmes. Je vais vous donner un exemple : « La Turquie envisage de constituer en 5 ans un marché de logiciels d'un montant de 10 milliards de dollars. Nous le savons. D'ailleurs notre université possède 25 laboratoires et une très bonne équipe. Mais, lorsque nous demandons l'autorisation de créer un département d'In-

génierie des logiciels, nous n'arrivons pas à obtenir d'autorisation pour sa création. Pourquoi les fondateurs des universités de fondation - c'est-à-dire les personnes qui connaissent le marché - créeraient-elles un département qui ne pourra pas avoir d'étudiants ? Pourquoi dépenser de l'argent pour un département dont on sait que le pays n'aura pas besoin ? Le secteur du logiciel commence juste à se développer en Turquie et les départements d'Ingénierie des logiciels sont trop peu nombreux en Turquie. Cependant, nous n'arrivons pas à obtenir l'autorisation bien que nous ayons fait la demande pour un tel département. »

Beykent est en relation avec des universités étrangères. Pouvez-vous donner des renseignements à ce sujet ?

Nous sommes l'une des universités ayant obtenu la Charte universitaire Erasmus. Nous possédons des conventions concernant les échanges d'enseignants et d'étudiants avec près de 35 universités. L'année dernière, nous avons envoyé 13 étudiants à l'étranger et 12 étudiants sont venus de l'étranger dans notre pays. D'autre part, nous avons délégué à l'étranger 6 de nos professeurs, alors que 3 enseignants universitaires sont venus de l'étranger pour donner des cours ici.

Selon vous, pour quelle raison un étudiant doit-il choisir une université de fondation ?

D'abord, en dehors des bourses de réussite universitaire, nous avons ajouté certaines autres bourses telles que les bourses sportives et artistiques. De plus, nous avons constitué un fonds d'aide destiné aux étudiants, boursiers ou non, ayant des problèmes familiaux d'ordre financier. Par ailleurs, nous jouons la transparence quant au fonctionnement et aux dépenses des fonds... Nous fournissons des études de doctorat à 24 étudiants qui vont rejoindre l'équipe des titulaires au sein de l'enseignement supérieur en Turquie dans les années à venir. Ceux qui ont débuté dans divers domaines chez nous en tant qu'assistants font désormais partie de nos titulaires. Longtemps, les universités de fondation étaient accusées de recruter des professeurs et des enseignants auprès d'autres universités, on leur reprochait de ne pas former de

personnel compétent.

Rappelons que l'Organisation de l'enseignement supérieur donne une grande importance à cela et surveille de près la situation. Une des conditions pour l'obtention de l'aide de l'État est de satisfaire aux questions suivantes : « Recrutez-vous des chargés de recherche ? Comment ces derniers vont-ils participer dans l'avenir à l'enseignement supérieur turc en tant que membres d'agrégation ? Dans quelles universités ont-ils effectué leurs études doctorales ? » Heureusement, ces accusations ne sont plus justifiées.

Les universités qui vont être prochainement créées vont-elles augmenter la concurrence ?

Évidemment, ceci va générer une situation concurrentielle. Les meilleurs vont rester et les moins bons vont être éliminés. Cela est une nécessité. Nous disons toujours ceci : « Faisons nos demandes en fonction des besoins de la Turquie et que l'appréciation appartienne à l'Organisation de l'enseignement supérieur, qu'elle approuve nos demandes et qu'elle nous inspecte du point de vue du contenu de l'enseignement. »

Après 10 ans d'existence, que diriez-vous de l'Université de Beykent ?

Je crois qu'on peut dire que l'Université de Beykent peut être classée parmi les 5 premières universités de fondation. Nous avons réalisé de belles avancées, notamment avec l'arrivée de notre nouveau président, le Professeur Cuma Bayat. Je pense que nous sommes désormais situés en très bonne position, aussi bien du point de vue du contenu et de la qualité de l'enseignement et du personnel enseignant que du point de vue de l'équipement et des infrastructures.



Des professeurs renommés comme : MM. Cuma Bayat, Erkan Oyal, Ünsal Oskay, Veysel Günay et Tuncer Çelik font partie des enseignants de l'Université de Beykent. Comment arrivez-vous à attirer et à garder ces personnes ?

Nous leur assurons d'une part une bonne rémunération et, d'autre part, des mécanismes qui les incitent à faire des publications (depuis 3 ans, nous avons instauré certains prix pour les y encourager) et s'assurer une bonne évolution de carrière. Nous avons mis en place certains critères afin d'inciter nos professeurs à réaliser des publications dans les divers domaines académiques. De plus, nous avons établi certains critères d'évaluation et avons créé un système de récompenses. Il est clair que l'Université de Beykent de 2007 est très différente de celle de 1997. Les professeurs voient que l'Université est dans un processus d'évolution continue, aussi bien du point de vue académique et éducatif que dans tous les autres domaines. Notre équipe d'enseignants et de professeurs est formée en partie de professeurs qui nous rejoignent d'eux-mêmes et, pour l'autre partie, de personnes que nous trouvons nous-mêmes et auxquelles nous faisons des propositions.

Propos recueillis par Hüseyin Latif et Mireille Sadège



LA FONDATION ÇELİK GÜLERSOY




Salle de conférence - salle d'exposition



LA BIBLIOTHEQUE D'ISTANBUL

Istanbul, qui fut, dans sa longue histoire de presque 3000 ans, la capitale de trois empires, dispose d'innombrables richesses dont de grandes bibliothèques.

L'une de ces bibliothèques, la Bibliothèque d'Istanbul, rassemble dans ses archives, un grand nombre d'œuvres sur la ville. Des gravures, des dessins et des photographies montrant l'évolution de la ville au cours des siècles, sont exposés.

Ce bâtiment se trouve dans un lieu qui a su préserver le caractère historique de la ville : la rue Soğukçeşme derrière Sainte-Sophie.

Départements de la bibliothèque

- 1) Rome et Byzance
- 2) Histoire Ottomane
- 3) Etudes -ouvrages étudiant Istanbul de manière systématique et dans son ensemble.
- ouvrages étudiant un quartier ou un monument en particulier.
- 4) Récits de voyages
- 5) Récits des ambassades
- 6) Souvenirs
- 7) Beaux Arts
- 8) Biographie -les personnalités d'Istanbul et les ouvrages les concernant
- 9) Littérature
- 10) Urbanisme et problèmes municipaux
- 11) Associations
- 12) Ouvrages généraux sur la Turquie
- 13) Guides de Turquie
- 14) Guides d'Istanbul
- 15) Albums de gravures et de photographies
- 16) Livres de références
- 17) Revues

La Bibliothèque d'Istanbul publie une série de revues présentant les ouvrages les plus importants, traduits en turc.

Soğukçeşme Sokağı Sultanahmet - İSTANBUL Tel: (0212) 512 57 30

L'Iran à la croisée des enjeux internationaux



*Haydar Çakmak

Depuis la Révolution islamiste de 1979, l'Iran occupe une place importante au sein des relations internationales ainsi que dans l'opinion publique mondiale. À l'ordre du jour ces derniers temps en raison de ses problèmes avec l'Agence internationale de l'Énergie atomique, l'Iran s'inscrit également dans l'actualité de la Turquie, de l'Europe et de la Russie depuis l'accord permettant de transporter vers Europe le gaz et le pétrole iraniens ainsi que le transit du gaz naturel et du pétrole des républiques turques d'Asie centrale et du Caucase via l'Iran et la Turquie.

L'Iran s'attirera la sympathie à la fois des Européens et des peuples d'Asie centrale s'il ouvre la voie au transport des ressources naturelles d'Asie centrale et du Caucase vers l'Europe par la Turquie, ce qui renforcera d'ailleurs son autorité face aux Américains. La Turquie, en signant à Rome, en juillet 2007, l'accord sur le gaz avec la

Grèce et l'Italie, a intensifié l'éventualité de ce projet.

Les États-Unis sont totalement hostiles à ce projet. En apparence, ils prétextent les problèmes actuels avec l'Iran, mais leur but principal est d'empêcher les Européens de diversifier leur approvisionnement en matière énergétique en agissant ainsi en dehors de leur contrôle et, enfin, ne pas dépendre de l'Iran et de la Turquie. Mais les Américains essaient aussi de soustraire le pétrole et le gaz de cette région au monopole de la Russie.

Il n'y a pas de demi-mesure concernant cet accord. Il y a le gaz et le pétrole du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et du Caucase contre le monopole de la Russie. Le seul moyen de mettre fin au monopole de la Russie est que ces produits atteignent l'Europe par des oléoducs traversant l'Iran et la Turquie. L'Iran se trouve ainsi à un

point important dans ces négociations. Non seulement il est producteur, mais il est également situé sur le parcours. Les Russes pourraient entreprendre une nouvelle tentative contre cet accord et l'Iran doit donc rester ferme et, en cas de coopération avec la Turquie, il devra faire un sacrifice en déterminant des prix et des coûts de passage suffisamment faibles et compétitifs

afin de rendre ce projet viable. Il faudra également faire des efforts d'explication par des voies diplomatiques auprès des Européens et des

Américains sur la nécessité de la diversification des ressources énergétiques alternatives pour les Européens et, de ce fait, l'importance vitale du gaz et du pétrole iraniens pour les pays occidentaux. Bref, rappelons qu'agir autrement ne pénaliserait pas les Iraniens mais plutôt les consommateurs occidentaux.

D'ailleurs, il serait profitable pour une paix mondiale de faire comprendre à l'opinion publique que réinsérer l'Iran dans la communauté internationale ne se fera pas en prenant uniquement des sanctions à son encontre.

Héritier du puissant empire perse, l'Iran a une longue tradition de diplomatie. Le peuple iranien est extrêmement digne et ne s'est jamais soumis, depuis 1979, aux contraintes américaines ; pourquoi le ferait-il 26 ans après ?

À mon avis, il serait plus humain et rationnel d'approcher l'Iran amicalement en négociant avec lui plutôt qu'en voulant lui imposer des conditions. Le peuple est beaucoup plus affecté que l'État par l'embargo que subit l'Iran et il serait donc plus nécessaire pour les dirigeants iraniens de conquérir la sympathie de son peuple.

Espérons que ces oléoducs partant d'Asie centrale vers l'Europe seront le déclencheur d'une paix durable entre les peuples.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak

Il serait plus rationnel d'approcher l'Iran amicalement en négociant avec lui plutôt qu'en voulant lui imposer des conditions

La politique turque : une chance pour l'Europe ?



*Barah Mikail

La Turquie a la réputation d'être un pays de paradoxes. Laïcs et religieux, réformateurs et traditionalistes ou encore tenues islamiques et occidentales y coexistent en effet sans pour autant jamais clairement l'emporter l'un sur l'autre. Cela reste, au demeurant, la preuve d'un patrimoine culturel et historique riche, assuré et assumé, bien plus que d'une quelconque faille de type identitaire.

Il conviendra pourtant de s'étonner de ce paradoxe supplémentaire qui a résidé, à l'occasion de la campagne qui précéda les élections législatives de juillet, dans l'absence de prises de position des candidats et partis en lice sur les enjeux géopolitiques régionaux. Plus que tout, en effet, les questions domestiques domineront les discours et déclarations de campagne, réduisant les problématiques régionales à la portion congrue. Tout au plus assistera-t-on au développement, par les plus eurosceptiques des candidats, de critiques à l'encontre de l'UE, à des fins électoralistes. La question irakienne restera, certes, relativement présente, mais focalisée sur la seule problématique kurde. Rien de plus ne semblera ainsi filtrer, notamment quant à la manière dont Ankara a l'intention de renforcer sa posture politique régionale – voire internationale – au départ des évolutions moyen-orientales. À partir d'avril 2007, les déclarations répétées du chef d'état major turc, Yaser Büyükanit, favorable à une intervention militaire franche dans le Kurdistan irakien, feront certes les grands titres de la presse ; mais les enjeux liés à la nature du candidat amené à succéder au président de la République actuel auront vite conduit à recentrer le débat électoral, puis à le réduire à des enjeux d'ordre strictement national.

Les fondements diplomatiques développés par l'AKP après son accès au pouvoir, en 2002, étaient pourtant novateurs. On se souvient ainsi de la critique formulée en juillet 2006 par le ministre turc des Affaires étrangères, Abdallah Gül, vis-à-vis des actions israéliennes musclées développées dans la bande de Gaza suite à l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit. Elle avait été précé-

dée, un an plus tôt, par une prise de position franche de la part du Premier ministre R. T. Erdogan, qui ira jusqu'à considérer l'État hébreu coupable de « terrorisme d'État ». Cette rhétorique, loin d'être assimilable à une quelconque mise en cause par Ankara de plus de cinq décennies de reconnaissance de l'existence d'Israël par la Turquie, semblait bien plus synonyme d'une volonté turque de ne plus jouer l'aveuglement volontaire vis-à-vis du plus lourd des conflits proche-orientaux contemporains. Les retombées de cette situation seront certes limitées, les quelques tensions diplomatiques apparues sur le coup le cédant vite aux termes de l'accord-cadre de coopération militaire de 1996 ainsi qu'aux perspectives commerciales dynamiques entretenues par les deux pays. Néanmoins, force est de constater que l'AKP avait bel et bien voulu signifier, avec son arrivée aux affaires en 2002, sa volonté d'introduire une dose de morale dans sa vision des évolutions régionales. Pas de quoi l'emporter sur les requis de la realpolitik, certes. Mais la distanciation avec les politiques affichées par les prédécesseurs du parti d'Erdogan était affichée, et elle s'avérait d'autant plus capitale qu'un événement passé quasiment inaperçu en 2004 avait pourtant eu son importance, ne serait-ce que sur le plan symbolique : la nomination d'un religieux turc à la tête de l'Organisation de la conférence islamique.

On ne saurait clairement affirmer la présence d'un lien direct entre cet événement et l'accès de l'AKP au pouvoir deux ans auparavant. Pourtant, il convient de constater qu'Ankara a développé, depuis 2002, une politique moyen-orientale à maints égards renouvelée. Au grand froid qui avait présidé aux relations d'Ankara avec les pays de sa frontière méridionale le long des années 1990 succéderont ainsi une série de visites et d'échanges bilatéraux, plus particulièrement à destination de la Syrie, symbolisées notamment dès l'année 2005 par le renforcement des perspectives commerciales bilatérales syro-turques. Le commerce serait-il la pierre angulaire des choix diplomatiques de l'AKP ? Sans vouloir réduire la situation à une sollicitation par les Turcs d'intérêts exclusivement commerciaux, il faut néanmoins se souvenir que, en janvier 2003 déjà,

Erdogan avait procédé à l'envoi à Bagdad d'une délégation de quelque 350 personnes, hommes d'affaires pour la plupart, afin de définir les termes d'une composition avec un Saddam Hussein pourtant proche de la fin de son règne. La chute de ce dernier n'en sera en rien empêchée ; mais, une fois encore, l'attitude de la Turquie, même si basée en bonne partie sur sa méfiance vis-à-vis de tout aboutissement potentiel des volontés auto-émancipatrices des Kurdes d'Irak, tranchait avec des années de froid dans ses relations avec Bagdad. Ces tensions avaient connu, par ailleurs, un semblant d'extension jusqu'en Iran, pays où l'avènement de la Révolution islamique l'avait cédé à une équation politique turco-iranienne à somme nulle qui durera près de 25 années.

Dans leur globalité, les relations développées par Ankara avec les pays du Moyen-Orient sont toutes bonnes aujourd'hui. Mais plus

caractéristique est donc l'attachement de la Turquie à afficher de bonnes relations avec ses trois principaux ennemis d'hier : la Syrie, l'Irak et l'Iran. Cette dynamique renouvelée a toutes les chances d'être maintenue dans les prochaines années. Et avec elle, l'occasion pour les Européens de trouver, au départ d'une coopération avec Ankara, la possibilité d'influer sur trois des pays du Moyen-Orient qui leur procurent le plus d'inquiétude. L'agitation d'une rhétorique basée sur le supposé manque de conformité de la Turquie aux standards européens est en effet largement en passe de trouver ses limites, ce qui rend impératif le développement par les Européens d'une stratégie basée sur la création des conditions de leur affirmation politique. Chose que la Turquie peut largement leur permettre de mener à bien.

*Barah Mikail, Chercheur à l'IRIS

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 25 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ___/___/___ Signature : _____



Offre
exceptionnel

Gratuit pour chaque abonnement
et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (no de succursale : 0217-0 Moda İstanbul

no de compte en euros : 60901314 ; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais

no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@gmail.com

alt 29

Entretien avec Mehmet Altan autour de la politique en Turquie

Son père, Çetin Altan, est l'un des plus grands écrivains de Turquie. Enseignant à l'Université d'Istanbul, chroniqueur au journal « Star », Mehmet Altan est également écrivain. On lui doit de nombreux livres de réflexion politique, consacrés notamment au concept d'une seconde République dont il est l'un des plus ardents défenseurs. Nous avons abordé avec lui de nombreux sujets concernant la société turque.

Lorsque l'on analyse la situation de la Turquie depuis la crise économique en 2002, pouvons-nous parler d'une croissance économique ? Quel est le rôle de l'AKP dans la croissance économique ?

Depuis 2002, la Turquie a beaucoup progressé vers une économie saine et performante. Dans les données macroéconomiques de la Turquie, on voit une nette amélioration par rapport à l'année 2002. De plus, l'économie s'est globalisée et elle a atteint un volume de commerce extérieur de 220 milliards de dollars. Ceci est l'aboutissement d'une intégration mondiale jamais atteinte depuis la création de la Turquie. Bien entendu, ce n'est pas suffisant, mais c'est une étape très importante. À côté de l'augmentation des exportations, son infrastructure a aussi connu un tournant : jusqu'à récemment, elle ne vivait que du textile et sa place parmi les pays exportateurs de textile était la première ; aujourd'hui, elle y a ajouté les secteurs de l'automobile et de l'électronique. Elle a même dépassé cela avec des éléments qui ont tendance à créer encore plus de valeur ajoutée. En somme, elle se globalise, se développe et change de caractère. Le rôle de l'AKP dans cette évolution est que le parti est resté très attentif aux événements économiques. Le gouvernement AKP a tenu compte des tendances mondiales de l'économie et les a adaptées à la Turquie au moyen d'institutions intermédiaires.

Vous voulez dire que vous trouvez suffisante la politique économique de l'AKP...

Le plus grand succès de l'AKP durant cette période a été son absence de conflit avec le FMI, l'UE et la tendance mondiale à la globalisation et ses efforts pour rester en harmonie.

Lorsque vous analysez les relations économiques entre l'UE et la Turquie, est-ce que nos relations commerciales sont bonnes pour le pays ? Est-ce que l'on peut parler d'une Turquie dépendante de l'UE ? La Turquie devrait-elle se diriger vers les marchés arabe et asiatique pour ne pas être dépendante de l'UE ?

Je pense que la notion de dépendance n'est plus d'actualité car c'est la primauté de la concurrence qui est importante. Lorsque vous êtes concurrentiel, votre produit sera acheté par l'UE, les États-Unis et même par le Moyen-Orient... C'est la raison pour laquelle la dépendance est une notion reliée à la période précédente, c'est un concept de nation, d'État et de la période d'industrialisation. Je pense que la raison majeure de la vente de produits provenant de Turquie vers l'UE est le succès de la compétitivité de ses produits et tant que cela durera, il ne sera jamais question de dépendance.

À votre avis, comment la phase de libéralisation se déroule-t-elle en Turquie ? Est-ce que la population, et surtout les classes moyenne et basse, arrivent à s'approprier cette phase ?

La libéralisation est l'un de sujets les plus complexes en Turquie. Il n'y a pas eu de bourgeoisie dans le passé de la Turquie et, même aujourd'hui, on ne peut pas parler d'une bourgeoisie très développée. On trouve ici une bureaucratie de forme ottomane, c'est-à-dire une structure où il n'y a pas de bourgeoisie, ni d'épargne de capitaux et où seule la bureaucratie est l'élément principal du peuple... Lorsque nous regardons les événements de ce point de vue, ni le libéralisme, ni le marxisme ne se sont développés en Turquie. Les groupes sociaux ne se sont pas formés, pas plus la classe capitaliste que celle des ouvriers et, donc, l'évolution sociale n'a pas pu se faire comme en Occident car le libéralisme et le marxisme ne peuvent se former sans prolétariat ni bourgeoisie. Mais alors qu'avons-nous en Turquie ? Le kémalisme.

Le kémalisme, c'est une idéologie qui correspond parfaitement à la position dominante de la bureaucratie militaire. D'ailleurs, lorsque vous regardez les débuts de la construction de la République, le libéral Cavit Bey avait été exécuté par pendaison suite à sa condamnation par un tribunal fictif. Ces souvenirs ont constamment été bannis pour sauvegarder le monopole de la bureaucratie, de même que les pensées sociales n'ont pas pu se former à cause du manque d'évolution sociale. De plus, le problème majeur de la Turquie est que les règles de l'économie de marché ne se sont pas répandues dans les mentalités individuelles. C'est-à-dire qu'en Turquie, les personnes ne viennent pas d'une culture qui produit, rivalise et essaie de prendre des parts du marché. La répartition économique chez nous se fait au niveau de la politique ; les personnes entrent en politique, prennent les parts qui ne leur sont pas destinées et repartent ! C'est la raison pour laquelle

le libéralisme rend difficiles chez nous la concurrence, la production et l'existence sur le marché.

Mais, petit à petit, les secteurs importateurs en premier lieu se conforment à ces règles en Turquie et créent un marché ; or, après la formation d'un marché, on considère que la culture de marché libre n'est atteinte qu'après 4 générations. La Turquie avance dans cette direction et elle y est obligée ! Mais elle s'y habitue difficilement car, génétiquement et intellectuellement, la Turquie ne possède pas une population libérale mais une population politique.

La classe populaire, dont le cœur battait à gauche au 20^e siècle, s'est dirigée vers la droite au 21^e siècle... C'est un changement qui s'est opéré non seulement en Turquie, mais aussi dans le monde entier. Quelle est la raison de ce changement ?

Les notions de droite et de gauche sont des notions créées par la révolution industrielle, c'est une création de la période d'industrialisation entre le labeur des ouvriers d'usine et la bourgeoisie. Après la période d'industrialisation, la structure qui formait la droite et la gauche s'est transformée, ainsi que les statuts sociologiques, le capital a perdu de sa valeur et l'information a commencé à devenir importante. C'est la raison pour laquelle les notions de droite et de gauche appartiennent au passé. Cette nouvelle période post-industrielle divise

la politique entre les personnes qui arrivent à suivre les intellectuels et celles qui n'y arrivent pas. En France, les gens qui ont dit « non »

à la Constitution de l'UE sont des personnes à faibles revenus qui habitent en dehors de Paris, dans les faubourgs. Paris a dit « oui » à la Constitution à 66 %. C'est pourquoi il n'est plus question de droite et de gauche, mais il faut désormais considérer la division entre ceux qui arrivent à suivre la nouvelle ère et les autres.

Pouvez-vous expliquer la notion de seconde République en Turquie ?

Elle propose la mise en place d'une République démocratique comme alternative à la République kémaliste. J'ai dit seconde République pour expliquer la différence entre le kémalisme et la démocratie. Le kémalisme est une idéologie militaire, une situation qui renforce le statut de la bureaucratie, mais cela ne suffit pas à instaurer le pluralisme, la prépondérance de la population et un système démocratique et, de surcroît, il l'empêche.

C'est pourquoi il faut proposer à la volonté démocratique du peuple un régime inspiré des standards universels européens plutôt qu'une République de caractère kémaliste.



Mehmet Altan

La République a été un pas très important, mais elle n'a plus été actualisée par la suite et elle est devenue conservatrice pour combler ses manques et évoluer. Le plus grand défaut de la République kémaliste était de croire que dépenser à l'européenne représentait le modernisme, car le modernisme de l'Occident provenait de sa production. Nous avons essayé de ressembler à l'Occident en tentant d'imiter ses modèles de consommation alors qu'il nous manquait des éléments indispensables et nous n'avons pas pu changer la population...

L'influence de l'armée sur la politique turque au 20^e siècle était considérable. Elle était le gardien et le garant du bon fonctionnement des institutions. Nous avons même vécu des coups d'État durant la phase de modernisation. Est-ce que le rôle de l'armée est aujourd'hui moindre qu'avant ou continue-t-il comme auparavant mais d'une façon plus discrète ?

L'armée a montré son influence d'une manière très nette lors du « muhtıra », l'avertissement du 27 avril.

Comment expliquez-vous alors le trio AKP-Europe-Armée ? Nous savons que l'Europe critique l'attitude récente de l'armée. Comment le parti est-il influencé par ces événements ?

L'AKP a fait face à cette réaction militaire car, depuis un an et demi, il s'est dit : « Je vais faire aussi du nationalisme de façon à éviter l'augmentation des votes en direction de la concurrence. » C'est parce que l'opposition soulevait des problèmes concernant la phase d'intégration européenne ou bien générerait des crises artificielles que l'AKP a ralenti le rythme des réformes et qu'il a réduit, dans son actualité, la question de l'Europe. S'il n'avait pas rencontré une telle opposition, il n'aurait pas sacrifié la question de l'UE au nationalisme et il a réduit ses efforts à l'approche des élections pour récupérer les votes des nationalistes, pour gouverner et être dans l'opposition en même temps.

Propos recueillis par Ezgi Vardar et Timothée Chevalier

La politique extérieure turque a besoin de relations multiples et modulables (Suite de la page 6)

économique et militaire. Autrement dit, les États-Unis ne devraient pas et ne pourront pas se trouver seuls dans ce vaste projet géopolitique. Cela constitue un aspect des choses... Venons-en à la Turquie. Depuis les années 1990, la Turquie fait d'importants efforts afin d'intégrer l'UE, mais de grands doutes subsistent quant à la réalité future de cette adhésion. La question est alors : malgré toutes les concessions qu'on lui demande, risque-t-elle de ne pas devenir un jour membre à part entière de l'UE ? Bien

entendu, au cours de ce processus, la Turquie aura effectué les réformes nécessaires quant à la démocratie, la modernisation et le développement du pays mais elle demande aux alliés, en contrepartie, de tenir leur parole. Si la Turquie constate que les alliés ne vont pas être fidèles à leurs engagements –ce qui commence à devenir évident– il ne nous sera plus possible de maintenir cette situation et de prendre en considération les souhaits de nos alliés de l'UE. Autrement dit, dans ce cas-là, la Turquie laissera de

côté les demandes de l'UE et suivra son propre agenda. Pour moi, le problème est plus vaste : la Turquie ne doit plus se contenter d'un seul allié, que ce soit l'UE, les États-Unis, la Chine ou bien la Russie, parce que la position géographique de la Turquie lui offre beaucoup d'ouvertures et de possibilités. La Turquie pourrait ne pas coopérer avec les États-Unis dans le nord de l'Irak, mais agir avec un autre pays, la Russie par exemple et –pourquoi pas– avec l'Iran s'il le fallait. La période où les rela-

tions étaient basées sur une seule alliance, sur une seule force dominante, est désormais finie pour la Turquie. Désormais, la Turquie doit se doter d'une politique de ses relations extérieures qui soit adaptable selon les différents acteurs, comme au jeu d'échecs. Plus indépendante, la Turquie doit mettre en avant le recours au « soft power » dans la projection des forces et favoriser davantage la démocratie, la sécurité et la prospérité économique dans les années à venir.

Propos recueillis par Mireille Sadège

Christian Lacroix, créateur intemporel et artiste inspiré depuis 20 ans



Il fait partie de ces créateurs qui aiment surprendre, qui se plaisent à faire des mélanges insensés et qui veulent exprimer leur talent partout et sur tout. Christian Lacroix fête cette année ses 20 ans d'une carrière pleine de succès et d'originalité. Les défilés 2007 de sa maison de haute couture en sont d'ailleurs le témoignage. Celui de la saison printemps-été est marqué par des couleurs florales et fruitées, assorties de beaucoup d'or et de blanc. Le tout mêlé à des effets de tableaux d'art moderne, sujet qu'il affectionne particulièrement. Les thé-



matiques du défilé de la collection automne-hiver sont le noir, le folklore, les volumes, les rituels et toujours les couleurs. Il y mélange les matières comme la dentelle, la fourrure et les plumes. En clair, pour fêter ces vingt ans de succès, il a voulu concentrer tout ce qui l'a inspiré durant ces années dans les défilés de cette année anniversaire. Cet originaire d'Arles de 56 ans et passionné d'art commence donc sa carrière le 1er avril 1987 lorsqu'il ouvre, en collaboration avec Jean-Jacques Picart, la maison de haute couture « Christian

Lacroix ». Cette même année, il crée son premier défilé aux arènes de Nîmes en réalisant les costumes de Carmen. Ce « demi-succès », comme il le dit lui-même, sera suivi en 1991 par une création dont il est particulièrement fier : celle du costume du torero Chamaco. En 1994, il lance la collection « Bazar », ligne de vêtements atypiques mélangeant des tenues comme on en trouve dans les catalogues de vente par correspondance, mais avec le style Lacroix. Destinée principalement aux jeunes, ces derniers peuvent s'habiller en Lacroix à des prix plus accessibles. « Bazar » fut suivi de « Jeans » en 1996. Il devient alors le premier créateur de mode à s'intéresser à cette matière qu'il se plaît à revisiter, à orner de broderies ou de matériaux improvisés comme le plastique. Son goût pour l'orientalisme s'exprime en 2001 avec la création des costumes du ballet « Shéhérazade » chorégraphié par Blanca Li au Palais Garnier. Après avoir reçu la Légion d'honneur en 2002, il s'emploie à habiller les hôtes de l'air de la compagnie Air France afin de leur redonner le statut « d'ambassadrices de l'élégance parisienne » dans le style des sixties. Christian Lacroix aime exprimer son talent partout et dans tous les domaines. En plus des hommes, des femmes et des enfants, il habille les dictionnaires (Le Petit Larousse illustré 2005), les salles de cinéma (Gaumont), les hôtels (celui du Petit Moulin à Paris) et les TGV.

Après 20 ans de créations sans limites, toutes plus originales les unes que les autres, la machine Lacroix ne compte pas s'arrêter là. En novembre prochain, Christian Lacroix organisera une exposition au Musée des Arts décoratifs et participera à la collection automne-hiver 2007 du catalogue de La Redoute. Il n'y a rien que l'on ne puisse lui souhaiter de mieux si ce n'est, peut-être, encore deux nouvelles décennies de succès.

*Marine Deneufbourg, Journaliste



La Bibliothèque d'Istanbul

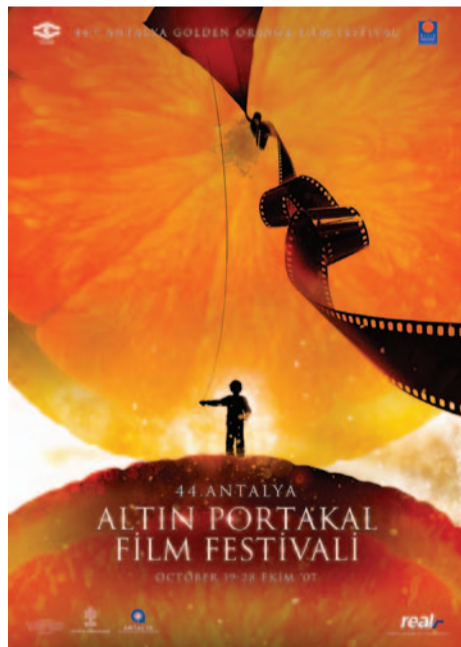


Le Dr. Arhan Apak, président de la Fondation Çelik Gülersoy a souligné, dans une récente déclaration, que la Bibliothèque d'Istanbul appartenant à la Fondation, présentait une grande exposition de documents, regroupant plusieurs siècles de recherches scientifiques, à la société et aux universitaires dans 17 domaines différents. Selon le Dr. Arhan Apak, une grande partie des intellectuels s'tambouliotes devraient s'intéresser à cette bibliothèque que les chargés de mission étrangers à Istanbul visitent fréquemment. Le fait de connaître la ville dans laquelle ils vivent ne signifie hélas pas qu'ils portent à cette ville l'intérêt qu'elle mérite.

En outre, les renseignements obtenus auprès des visiteurs qui fréquentent cette bibliothèque, située à Soğuk Çeşme Sokak de Sultanahmet –un quartier historique d'Istanbul– confirment bien les paroles du président de la Fondation, selon lesquelles les étrangers vivant à Istanbul apportent davantage d'importance à la bibliothèque et profitent beaucoup plus des documents proposés.

Bibliothèque d'Istanbul (İstanbul Kitaplığı)
Soğuk Çeşme Sokağı Sultanahmet -Istanbul
Tél: 0 212 512 57 30

Les Festivals du Film de la rentrée



Après Didier Six, Franck Ribéry et Nicolas Anelka... Voici maintenant le tour d'Édouard Cissé !



*Kemal Belgin

On ne sait pas pourquoi une collaboration plus étroite dans le domaine du football ou des relations suivies n'ont pas pu être établies entre la France et la Turquie. En Europe, les équipes des deux pays se sont rencontrées plusieurs fois sur la base des clubs dans les tournois officiels organisés sous le patronage de l'UEFA. Toutefois, on est resté tiède dans les matchs entre clubs privés, dans les matchs des tournois officiels et, peut-être le plus important, dans le domaine des transferts des footballeurs. Si nous parlons des transferts, nous pouvons dire que le premier nom le plus marquant qui soit venu jouer en Turquie a été celui de Didier Six, l'ailier gauche de l'équipe de France championne d'Europe en 1984... Ce célèbre footballeur, qui est venu à l'époque au Galatasaray, avait obtenu pour une période provisoire la nationalité turque en changeant son nom du fait que l'interdiction d'introduire des joueurs étrangers au sein des équipes turques était très stricte. Il avait été obligé de changer son nom en devenant Dündür Six. De longues années se sont écoulées depuis l'époque Six. Pendant ce temps, il y a deux saisons et demie, Franck Ribéry a été transféré de nouveau par le club de Galatasaray. En effet, le footballeur a quitté la Turquie pour Marseille, les dirigeants turcs n'ayant pas compris, en le voyant jouer, que Ribéry allait devenir un ailier extraordinaire et ne lui versant pas la rémunération qu'il mérite. Ensuite, juste après, Nicolas Anelka, qui possède une réputation internationale exceptionnelle mais qui n'est pas un joueur facile à gérer, était venu jouer à Fenerba-

hçe. Il s'était enfui sans regarder derrière lui, jouant ici une saison et demie. Alors que l'on pensait que ces transferts marquants entre la Turquie et la France allaient se limiter à ces derniers cas, Édouard Cissé, joueur de milieu de terrain du Paris Saint-Germain, est arrivé pour cette saison à Beşiktaş. Ainsi, les trois grands clubs de Turquie, c'est-à-dire tous les grands patrons du football auront donc utilisé des footballeurs français. Nous allons voir combien de temps Cissé, un des meilleurs joueurs de milieu de terrain de notre temps, va rester à Beşiktaş... Du fait que la durée de séjour des Français que nous avons énumérés ci-dessus était très courte, l'avenir de Cissé fait réellement l'objet d'une grande curiosité. Par contre, le nombre des joueurs qui sont partis de Turquie en France est limité : des footballeurs tels que Lefter Küçükandonyadis, qui est allé à Nice, ou Engin Verel, qui a joué à Lille, sont des footballeurs dont nous nous souvenons. En résumé, la pauvreté qui règne sur les matchs joués entre la Turquie et la France devient chronique également du côté des transferts. Alors que les transferts libres, en particulier entre les pays membres de l'UE, prennent une ampleur exceptionnelle, je peux vous dire sans hésiter que le nombre de footballeurs que la Turquie va acheter à la France et le nombre de footballeurs que la France va acheter à la Turquie est important. Voyons maintenant, quelle va être la durée d'existence de Cissé à Beşiktaş et ce qu'il va apporter au club... Si cela se solde par un résultat positif, il est clair que la France peut être pour la Turquie un marché plus rentable, voire très avantageux.

*Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

Güllük : perle du plus précieux collier de la mer Égée



*Miyyesser Saka

Autrefois nommée Küllük, la ville a vu changer son nom en Güllük en 1933 par le Premier ministre Ismet Inonu et le maréchal Fevzi Çakmak. C'est à la suite de la visite de ces deux hommes d'État que Güllük devint une zone résidentielle remarquée.

Hélas, aujourd'hui, le blanc du béton grignote de plus en plus le vert des oliveraies séculaires. Cette ville est le creuset de l'histoire et de la nature et c'est également une des plus belles villes du littoral de Muğla, liée au district de Milas dans le sud-ouest de la région égéenne. Au kilomètre 16 de l'autoroute Milas-Bodrum, la ville vous attend avec ses maisons toutes blanches au milieu d'un assortiment de tous les tons de vert. Güllük, où les rayons du Soleil flirtent avec la mer et où la Lune scintille.

Güllük est facile d'accès, vous pouvez y aller par avion (la ville est à 9 kilomètres de l'aéroport) mais également par la mer. La particularité géographique de Güllük est celle de la région égéenne : des baies dentelées – dues aux montagnes abruptes tombant dans la mer – ornent le golfe de Güllük et les reliefs de Güllük sont plus des collines que des montagnes. Les îles de Büyükada, Tavşan, Domuz, Yılan, Metelik et Salih vous attendent au sein du golfe. Même si la végétation est composée de maquis, il existe des pins sous lesquels vous pouvez pique-niquer.

Il est possible de voir sur les collines, à part des oliviers et des pins, des fraisiers sauvages, des myrtes, des micocouliers, des lauriers, des pistachiers, des chardons, des chénopodes, de la ciguë, des tussilages, de l'oseille, du lierre, des mauves, de l'acanthé, des narcisses, des jacinthes, des primeroles, des marguerites, des orchidées sauvages, des câpriers, des tulipes sauvages, des coquelicots, des centaurees et toutes sortes d'autres végétaux. Et dans les jardins, vous verrez surtout des roses, des œillets et mes favorites, les bougainvillées. Cette richesse de la végétation se retrouve parmi les poissons. Güllük possède un climat méditerranéen, vous permettant de vous baigner dans la mer pendant quasiment neuf mois de l'année. La ville, ne recevant presque pas de pluie durant l'été, est très arrosée en hiver.



Güllük a été utilisée durant l'Empire ottoman comme port de commerce par les Grecs et la ville n'était alors constituée que de quelques entrepôts et maisons, son développement n'ayant réellement commencé qu'à la fin de la guerre d'Indépendance à la suite de l'échange des Turcs vivant en Grèce et des Grecs vivant à Güllük. C'est ainsi que Güllük devint une zone urbanisée. Dans les années suivantes, de nombreuses familles nomades devenues sédentaires s'y fixèrent et, durant

ces dernières années la population a augmenté avec les nombreuses résidences de tourisme.

Güllük a été fondée par des pêcheurs et son économie reste basée sur la poissonnerie, les agrumes en nombre limité, l'export de métaux, l'oléiculture et, ces dernières années, sur le tourisme. Les poissons vendus en dehors de Güllük tels que le muge, le bar, le pagre et l'anguille, surtout exportée, occupent une place importante au sein de l'économie.

Güllük a aussi un potentiel important en ce qui concerne le tourisme. Selon les développements récents, Güllük deviendra un centre touristique majeur dans les années à venir.

Même si les historiens ne l'ont pas affirmé précisément, on peut penser que Güllük, un des ports de Milas, était la ville Passal de Karia. On n'a pas trouvé de vestiges à la place de l'actuelle ville de Passal.

La région connut un important flux d'immigrants grecs sur les côtes égéennes 130 ans après la Guerre de Troie. Ces Grecs ont exilé vers le sud les Lelej, habitants naturels de la région et la plupart d'entre eux s'installèrent sur les rives de Güllük et la péninsule de Bodrum en se



fixant dans les villes de Myndos et de Bargylia, dont le nom provient d'une ancienne mythologie. Selon cette mythologie, le fils de Glaucos, fondateur de la ville de Corinthe, le héros Bellérophon fut très triste de la mort de son ami Bargylia à la suite d'une ruade de Pégase et fit construire cette ville en sa mémoire. Les vestiges de l'ancienne ville se trouvent tout près de Tuzla, au sud-ouest de Güllük. Elle s'est appelée Varvil mais son nom fut changé en Dorttepe.

« Bargylia, qui vient de Myndos, mérite mieux que son nom soit accordé à une ville. Juste à côté, se trouve le temple d'Artemis Cyndias et, selon les dires du peuple local, même s'il pleut autour du temple, aucune goutte ne tombe sur lui. » écrit l'historien Strabon pour démontrer la grandeur de la ville et la sainteté du temple. Le temple serait situé aujourd'hui sur une colline sous le village de Kemikler se trouvant à l'est des vestiges de Bargylia. Quand les Romains prirent Bargylia au roi macédonien Philippe V (en 197 av. J.-C.), ils fondèrent sur cette colline un temple qui deviendra une église après qu'ils se seront convertis au christianisme.

Iassos, une des plus anciennes villes de la région de Karia, est actuellement le village de Kiyikislacik (Kurin) sur la rive nord du golfe de Güllük.

Strabon raconte ainsi la passion des Iassossiens pour la poissonnerie : « les Iassossiens au concert de guitare ; ils quittent le concert et descendent au marché aux poissons quand ils entendent la cloche annonçant le début de la vente de poissons. Ne reste au concert qu'une seule personne, ayant du mal à entendre. L'artiste se lève alors de sa place pour s'approcher du spectateur et lui dit : "Je vous suis reconnaissant de votre respect et de votre amour pour la musique. Parce que, dès que la cloche sonna, tout le monde est parti sauf vous." L'homme dit alors : "Quoi, la cloche a sonné ? Alors au revoir !" et il se mit à courir vers le marché. »

Miyyesser Saka

Güllük Résidence : un petit chez soi à Güllük



Fondée par Madame Birsen, cette résidence qui associe l'ambiance d'une maison familiale à l'histoire et à la nature, attend de vous accueillir chaleureusement.

Madame Birsen et le directeur de Güllük Résidence, Monsieur Çetin, nous ont accueillis dans la partie qui sera, dès l'an prochain, le nouveau restaurant.

Comme je demandai à Madame Birsen : « Pourquoi Güllük ? » Elle me répondit : « Je suis arrivée à Güllük il y a 15 ans par hasard et, depuis, j'y suis restée. J'ai alors acheté la maison dans laquelle nous habitons, près du phare. En fait, je ne connaissais pas grand-chose à la profession de l'hôtellerie, mais je l'ai achetée en tant qu'investissement. J'ai voulu faire de cet endroit pas vraiment un hôtel, mais un lieu où les gens se sentiraient à la maison, qu'ils viennent ici avec leur valise et se considèrent comme chez eux. Les clients peuvent prendre leur petit déjeuner et leur déjeuner dans leur appartement et peuvent aussi demander bien d'autres services. Nous avons voulu qu'ils passent leurs vacances dans le confort d'une maison. Je pense qu'il est possible, comme l'avait dit Alvin Toffler dans son livre *Le Choc*, de voyager partout dans le monde avec une valise et de retrouver le confort et la paix de son foyer.

L'an prochain, le restaurant et la piscine seront ouverts. Nous avons pensé à tous les détails. Nous avons ouvert le 26 mai et, depuis, nous ne faisons qu'améliorer la qualité de notre service. Notre but est aussi de faire connaître les valeurs historiques et naturelles de notre région et nous avons déjà commencé à établir un programme de découverte avec beaucoup d'options. Bref, il nous reste plein de rêves à réaliser...

Nous avons fait le tour des chambres avec Madame Birsen et Monsieur Çetin. Ils ont vraiment pensé à tous les détails. Preuve de leur bon goût : dans la partie restaurant, les murs et les rideaux sont du plus beau rose alors que nous avons trop souvent l'occasion de voir des restaurants peints dans les tons brun-ocre, couleurs mettant généralement mal à l'aise et n'incitant pas à retourner dans ces établissements...

L'emplacement, la peinture des murs et la couleur des rideaux, tout est en harmonie dans les chambres.



Turquie

Istanbul, joyau des mille et une nuits...

Riche d'une histoire mouvementée et d'un passé légendaire, la « capitale des capitales » compte parmi les plus belles cités du monde. Shopping, féerie des éclairages, charme des chansons turques, discothèques, cabarets et clubs de jazz vous laisseront des souvenirs inoubliables.

www.infosturquie.com

Bureau de la Culture et de l'Information de Turquie
102 Champs Elysées - 75008 Paris - Tél. 01 45 62 78 68


TURKISH AIRLINES
www.thy.com


Turquie
Un accueil de rêve





Tisser la toile en Turquie

Fondée il y a déjà une vingtaine d'années à Tokyo, la société Trend Micro, présente dans vingt-trois pays, fait figure de leader mondial en matière de sécurité Internet. Luc Alptuna, responsable de Trend Micro en Turquie nous parle de l'informatique en Turquie.



Luc Alptuna

Que pensez-vous de l'informatique en Turquie : l'aptitude des Turcs, le nombre d'ordinateurs, l'accessibilité à Internet, la place de l'informatique au quotidien ?

L'informatique en Turquie a suivi les mêmes évolutions que les développements télé-informatiques en Europe et outre-Atlantique avec, évidemment, les à-coups et accélérations en investissements propres à un pays en phase de croissance. Les années 1999-2000, par exemple, ont vu l'explosion des réseaux d'entreprise. Les nouvelles architectures de télécommunication pour les réseaux bancaires et gouvernementaux ont été initialisées en partie sur cette période puis, évidemment, mises à jour au fil des ans. D'un autre côté, les débits Internet, notam-

ment avec le déploiement laborieux de la technologie ADSL sont encore relativement lents en 2007. Alors qu'en Europe les versions ADSL2 sont d'ores et déjà déployées, l'appel d'offres pour la Turquie n'a été que tout récent et les débits maximaux proposés aux utilisateurs privés sont de 2 Mbps pour environ 30€ par mois, et relativement lents comparés à la France, par exemple, où l'on obtient 22 Mbps (soit un débit 10 fois supérieur) pour la même somme.

L'utilisation d'Internet, par contre, est mon-



tée en corrélation avec une première vague d'équipement informatique (PC) puissante (à compter des années 2000) puis une seconde vague de montée en force d'Internet a eu lieu à travers les réseaux RTC (téléphone) puis ADSL.

Aujourd'hui, il est courant de commander son repas sur Internet sur des sites très fréquentés comme www.yemeksepetim.com. Les autres sites comme www.hepsiburada.com (pour les achats Internet) ou www.gitigidiyor.com (récemment associé au géant « eBAY ») sont des références. La presse Internet est très consultée aussi.

Quels rôles jouent les positions sociale et géographique dans le contact avec l'informatique en Turquie, notamment dans la distribution de l'ADSL et du WiFi ? La révolution informatique tend-elle à atténuer les écarts ou au contraire à les creuser ?

Les limitations technologiques de la distribution de l'ADSL qui veulent que ne puisse être connecté qu'un abonné situé à une distance inférieure à 5 km du central télécom auquel sa ligne téléphonique est raccordée font que c'est un moyen privilégié d'accès à Internet pour les agglomérations urbaines principalement. Ainsi, les 3,8 millions d'abonnés à l'ADSL en Turquie sont prin-

(lire la Suite page II)

Öner Esen : un formateur de talent pour le monde des affaires

Enseignant depuis 35 années dont plus de 5 en tant que directeur d'un des établissements les plus performants de Turquie pour la formation des dirigeants de haut niveau, il nous parle des particularités de cette école ainsi que de ses programmes.

Quand l'Institut d'Économie de gestion (IEG) a-t-il été fondé, comment et pour quelles raisons ?

L'Institut fut fondé en 1954 avec le support de la Faculté d'économie, de la Harvard business School, de l'Association des Hommes d'affaires turcs et de la Fondation Ford. Son but principal était de former des dirigeants de haut niveau compétents, nécessaires dans une

industrie turque en voie de développement à l'époque et, depuis, l'IEG essaie de poursuivre la même mission. Durant les premières années de sa fondation, l'enseignement y était entièrement basé sur des études de cas à l'image des relations régissant les milieux d'affaires turcs. Ces exemples de cas concrets étaient soit nationaux soit importés de l'étranger, notamment des États-Unis. Avec la création du Conseil de l'éducation supérieure (YÖK), l'Institut fut entièrement intégré dans la Faculté de gestion en 1980 et fut déconnecté du milieu des affaires turc, alors qu'auparavant il fonctionnait selon une organisation dans laquelle les hommes d'affaires prenaient part à la direction. En fait, le premier but de l'Institut était le développement de la coopération entre l'université et l'entreprise. Mais malgré tout, nous avons continué notre mission principale, le programme de spécialisation, jusqu'en 1999-2000. Mais les universités de



Prof. Dr. Öner Esen

fondation, nouvellement créées, ont lancé un programme MBA pour former des dirigeants, ce qui a diminué notre compétitivité et alors, pour pouvoir suivre ce développement, nous avons ouvert des programmes MBA en 2000-2001. Depuis 2005, nous avons ouvert, sous ma direction, les programmes MS pour le milieu d'affaires turc ; parmi ces programmes MS, on trouve des programmes comme la finance, le marketing, les systèmes informatiques, le contrôle de qualité, le transport et la logistique, la gestion et les ressources humaines.

(lire la suite page IV)

Cimpor voit grand en Turquie

Le nouveau directeur exécutif de la société portugaise de ciments Cimpor, Edney Vieira, la société qui a racheté Yibitas Lafarge pour 535 millions d'euros, a déclaré qu'il ne considérait pas la Turquie comme un marché à court terme. Aussi, Cimpor a l'intention de faire de nouvelles acquisitions et de s'agrandir sur le marché turc.

Selon Şefik Tüzün, président du groupe Cimpor, la production annuelle de ciment

en Turquie est actuellement de 38 millions de tonnes et, grâce aux nouveaux investissements, elle atteindra, à la fin de l'année, 48 millions de tonnes. D'après M. Tüzün, Cimpor a déjà commencé à exporter vers l'Irak 5 millions de tonnes.



Crise boursière

Nicolas Sarkozy a demandé davantage de transparence et l'instauration d'un système d'alarme sur les marchés financiers. Le président français propose que les ministres des Finances du G7, lors de leur réunion d'octobre à Washington, planchent sur des propositions pour améliorer le fonctionnement des marchés. Il rejoint ainsi Angela Merkel qui avait proposé auparavant un contrôle des fonds spéculatifs.

TÜSIAD

Dans un récent communiqué, la présidente de la Tüsiad (patronat turc), Arzuhan Doğan Yalçındağ, a rappelé les priorités



qui devraient être celles du futur gouvernement : la reprise des réformes, la privatisation du marché de l'énergie, la réforme du système d'imposition, la lutte contre le marché noir et une réduction des charges patronales, notamment lors des embauches.

L'industrie turque retrouve le moral

D'après une enquête de la Chambre d'industrie d'Istanbul, les élections avaient fait naître des inquiétudes chez les patrons de l'industrie turque mais les résultats leur ont redonné confiance et les prévisions pour la seconde partie de l'année 2007 semblent bien plus optimistes : « Nous allons nous accroître en 2007 avec de tout nouveaux modèles. »

Le secteur médical en Turquie



Parallèlement au développement du marché mondial, le secteur médical en Turquie est en pleine croissance. Le secteur a atteint un niveau lui permettant d'être comparé aux pays de l'UE. Concernant la création d'emplois dans le secteur, la Turquie se place en tête du classement parmi les pays européens.

Le secteur médical en Turquie est l'un des secteurs dans lesquels on investit le plus. Les prévisions favorables du développement de ce marché dans les années à venir laissent présager une augmentation importante des partenariats stratégiques et des alliances. Tous les produits –sauf les spécialités nécessitant des technologies avancées telle que la biotechnologie et celles dont la production n'est pas économiquement rentable car peu consommées– sont fabriqués par le

(lire la suite page II)

Le secteur médical en Turquie (Suite de la page 1)



*Eda Bozköylü

secteur, qui exporte des médicaments finis et des composants vers de nombreux marchés développés grâce à la qualité, la fiabilité et l'efficacité de sa production. Selon les chiffres du ministère de la Santé, le secteur compte 134 établissements au total dont 84 produisent des médicaments, 12 des matières premières et 38 qui sont des importateurs. Neuf firmes parmi les 37 entreprises qui sont à capital étranger possèdent un centre de production en Turquie. Selon les chiffres du Syndicat des Employeurs de l'Industrie du Médicament, la Turquie

Sur le marché intérieur turc existent 5 338 médicaments dont 38 % sont importés et 62 % produits en Turquie.

est l'un des 18 pays dans le monde se suffisant à lui-même en ce qui concerne la production de médicaments.

Sur le marché intérieur turc existent 5 338 médicaments sous forme de comprimés, ampoules, sirop, dont 38 % sont importés et 62 % produits en Turquie. Les médicaments locaux sont constitués pour 71 % de médicaments génériques alors que seulement 32 % des médicaments importés sont des génériques, le reste étant des médicaments de référence. Avec une consommation annuelle de médicaments de 92 dollars par personne, la Turquie se situe au dernier rang parmi les pays de l'UE.

« **L'épine dorsale** » du secteur : les médicaments génériques

Si la Turquie, un marché de médicament générique développé, arrive à bien évaluer les avantages tels que le processus de candidature à l'UE, elle deviendra, avec sa haute capacité de production et sa forte population, un acteur important du marché des médicaments génériques parmi les pays en développement. Le champ d'action principal du secteur du médicament en Turquie est les médicaments génériques, même si le pays importe et produit des

médicaments sous licence et à façon. En 2006, 33 % du marché des médicaments de prescription représentait 1,7 milliards d'euros pour les médicaments génériques.

Le Secrétaire général du Syndicat des Employeurs du Secteur du Médicament, Turgut Tokgöz, affirme que la Turquie possède une industrie du médicament générique très avancée et qu'il faut encourager l'usage et la production de ces médicaments génériques. M. Tokgöz continue ainsi : « On investit sans cesse dans le secteur et le fait que le niveau de nos établissements de production soit ou bien pourrait être reconnu internationalement est un potentiel important pour le travail de notre industrie du médicament pour l'exportation. Les conditions dans

lesquelles se trouve notre pays, la structure de notre industrie et les politiques de santé prouvent bien que l'importance du médicament générique croît de plus en plus dans notre pays. L'encouragement de l'utilisation et de la production de médicaments génériques va permettre de réaliser d'importantes économies pour les finances publiques et les patients, ainsi que renforcer notre industrie du médicament et augmenter encore sa forte compétitivité afin de pouvoir exporter encore plus de médicaments vers les États-Unis et l'UE. »

Tout en prenant en considération la dimension stratégique de l'industrie du médicament et la valeur ajoutée pour le pays, M. Tokgöz affirme qu'il faut soutenir le secteur avec des modèles d'encouragement conformes aux conditions du pays.

M. Eczacıbası, qui fit un discours à l'inauguration de la Conférence annuelle de l'Association européenne du Médicament générique (EGA) organisée à Istanbul, précise : « Nous souhaitons que, dans la période à venir, les médicaments génériques arrivent à la place qu'ils méritent partout dans le monde avec le support des pouvoirs publics, des autorités universitaires, des

professionnels de santé et de l'industrie du médicament générique. » Selon IMS Health (banque de données mondialement reconnue dans le domaine du médicament) : la Turquie, qui était au 13^e rang en 2006 sur le marché mondial, atteindra le 10^e rang en 2009.

Le secteur doit être protégé à l'intérieur

Malgré ce tableau positif, les producteurs de médicaments trouvent certains développements du secteur inquiétants. Umur Sudekan, membre du Comité professionnel des industriels du médicament au sein de la Chambre d'industrie d'Istanbul et Directeur général de la branche médicaments au sein de Deva Holding, résume les problèmes principaux du secteur par la difficulté de mise sur le marché, les remboursements et l'augmentation de l'importation des médicaments. Il souligne le fait que le ralentissement qui a commencé au second semestre 2005 concernant les AMM (autorisations de mise sur le marché) dans le secteur du médicament continue et que l'on n'a pas pris les mesures nécessaires pour enrayer ce ralentissement.

M. Sudekan, qui dénonce une forte augmentation des importations de médicaments, affirme que les industriels du médicament, qui peuvent produire toutes sortes de médicaments avec la même qualité que l'étranger – sauf ceux qui relèvent des nouvelles technologies – sont menacés par cette hausse absurde et inutile des importations. Il continue ainsi : « Entre 2000 et 2006, alors que la production locale augmentait de 75 % en quantité et de 131 % en valeur sur le marché du médicament, les médicaments importés ont augmenté de 161 % en quantité et de 409 % en valeur. Ce développement inquiétant met en danger nos établissements de production de matières premières de médicament, dont la valeur nationale est stratégique. » Le marché des médicaments importés, qui était de 735 millions de dollars en 2000, a atteint, en 2006, 2 787

Le marché des médicaments importés a atteint en 2006 2 787 millions de dollars.



millions de dollars. Pour M. Sudekan selon le principe d'égalité mutuelle : « Avant d'autoriser l'importation de médicaments depuis des pays comme l'Inde, la Chine, la Corée ou Taïwan, il est impératif d'effectuer des contrôles techniques (GMP) dans les établissements de production de ces pays. » Dans ce cadre, on peut considérer le processus de candidature à l'UE. Depuis 1984, et surtout 1999, le secteur du médicament s'est adapté à la réglementation européenne, mais il faut préciser qu'une série de nouvelles applications affectera directement ou indirectement le secteur du médicament lors du processus d'adhésion à l'UE. Avec la directive n° 2004/27 entrée en vigueur en novembre 2005, la durée de protection en matière de propriété intellectuelle parmi les pays membres de l'UE s'étend désormais à 8 ans. L'augmentation du délai de protection à 8 + 2 + 1 ans et son application sont d'une grande importance en ce qui concerne

le développement du secteur et sa compétitivité. On précise que la compétitivité dans le secteur du médicament ne pourra que régresser si le certificat de protection supplémentaire et la limitation de données, prolongés selon la directive no 2004/27 de l'UE, sont adoptés avant une adhésion entière à l'UE. Les deux applications ne devraient entrer en vigueur qu'avec notre adhésion, tout en tenant compte des conditions socio-économiques de notre pays et de la structure de notre secteur du médicament. Sinon, on peut prévoir pour l'industrie turque du médicament une période difficile.

*Eda Bozköylü, journaliste

Tisser la toile en Turquie (Suite de la page 1)

cipalement situés dans le triangle Istanbul-Izmir-Ankara.

Le coût d'accès est relativement modeste pour le bas-débit et, actuellement, quasi monopolistique suite à la privatisation de la branche commerciale des télécoms turcs (TTNet) en charge de la commercialisation de l'accès ADSL. D'autres petits opérateurs (comme Smile ou Superonline) qui gravitent autour de TTNet se partagent 200 000 abonnés contre 3,6 millions pour TTNet.

Dans ce segment particulier, également dénommé « boucle locale », des technologies non filaires comme le WiFi se répandent principalement dans les lieux de passage et de concentration d'affaires (aéroports, Istiklal caddesi – équipée en WiFi à haut débit...)

Notez que dans le domaine du non-filaire, les licences pour Wimax et 3G (mobile) n'ont toujours pas été accordées. Une opportunité intéressante ici serait que la Turquie passe directement à la technologie 4G, en sautant l'étape technologique 3G, ce qui l'amènerait dans le peloton de tête technologique dans

ce domaine. Comme quoi les lenteurs administratives peuvent parfois avoir des effets positifs dans le domaine technologique...

Comment les anti-virus sont-ils considérés par les Turcs ? Internet est-il perçu de façon pleinement positive ou bien suscite-t-il des réactions de méfiance et de sécurité ?

Dans le domaine de la sécurité informatique, et d'une manière plus générale dans le domaine des logiciels, on doit encore aujourd'hui déplorer un taux excessif de piratage. Des organismes comme BSA font un travail important mais les autorités devraient, au vu des pertes de recettes en TVA, imposer une plus grande rigueur et, surtout, diriger en donnant l'exemple. Le piratage informatique a principalement deux axes : l'utilisation via la copie illicite des logiciels (on trouve pratiquement tous les logiciels de la planète au coin de certaines rues pour 1 €) et la sous-déclaration d'utilisateurs (on déclare 10 utilisateurs lorsqu'il y en a 100). Les éditeurs d'anti-virus comme les autres éditeurs (Microsoft en tête) pâtissent de

ces comportements. Cependant, la tendance fléchirait... La sécurité informatique en Turquie est un marché d'environ 45 millions de dollars, dont la moitié pour les anti-virus, et l'autre moitié pour les pare-feu.

À ce propos, quelle est l'emprise des hackers en Turquie ?

Bizarrement les hackers en Turquie sont relativement inventifs. On ne leur doit pas des pannes généralisées d'Internet comme ce fut le cas avec les auteurs de Sobir, ou autres vers informatiques. Aujourd'hui, ce domaine de l'informatique s'est « professionnalisé » par des attaques ciblées contre certaines banques turques perpétrées par des hackers turcs ; les plus connues sont des attaques de type fishing sur des banques populaires turques.

Enfin, comment jugez-vous le niveau informatique de la Turquie par rapport aux autres pays, notamment européens ? Où se situe la Turquie dans vos marchés ?

La Turquie est un pays qui se développe. Par rapport à cela et surtout dans des domaines techniques comme les télécommunications ou l'informatique, il y a de grandes inéga-

lités de formation entre les personnes et les entreprises. Par exemple, on peut avoir des conversations techniques extrêmement complexes et professionnelles avec certaines équipes et, par ailleurs, se retrouver à expliquer les éléments de base de la sécurité à d'autres. Nous devons faire preuve de souplesse et d'adaptabilité dans le développement de ce marché turc. Il nous faut être extrêmement disponibles aussi (il est actuellement 22 heures et je viens d'avoir un coup de fil d'un de mes clients par exemple), avoir une stratégie tarifaire adaptée et un bon service après-vente. Notez que l'anglais, qui est la langue commune dans le domaine informatique, n'est pas très bien maîtrisé ici. On préfère le turc comme langage de communication. C'est un argument commercial et parfois légal (appel d'offres), qui peut être une barrière pour certains éditeurs n'ayant pas compris cette nécessité ou ne faisant pas l'investissement de la traduction.

Propos recueillis par
Timothée Chevalier

L'Agence «Invest in Turkey» ... (Suite de la page 1)

Si l'on s'intéresse à l'indice de productivité de l'économie turque, on remarque une réelle évolution : celui-ci n'a fait qu'augmenter ces 5 dernières années et il en est de même pour les revenus du tourisme, souvenons-nous que la Turquie est le neuvième pays le plus visité au monde. J'aime mentionner ces chiffres, d'abord pour démontrer que la Turquie est devenue un pays fortement concerné par le tourisme et ensuite pour démontrer que c'est un pays ouvert. Les touristes ne s'y trompent d'ailleurs pas, ils se sentent à l'aise en Turquie. Je dirais que la Turquie est un pays hospitalier et ouvert dans tous les sens du terme.

Un autre chiffre important à mes yeux est celui de la constante augmentation des exportations. La Turquie ayant effectué pour 36 milliards de dollars d'exportation de produits manufacturés en 2002 et 85 milliards de dollars en 2006, nous prévoyons d'atteindre les 100 milliards de dollars à la fin de cette année. Nous constatons de plus que les produits exportés sont des produits à haute valeur ajoutée. Nous voyons donc bien comment la Turquie se façonne ou se restructure, si l'on parle en termes industriels.

Notons également que la dette publique turque ne représente que 44 % du PNB aujourd'hui, alors qu'elle atteignait 90 % en 2001. La Turquie respecte ainsi les critères déterminés par les accords de Maastricht qui placent la barre maximale du poids de la dette nationale à 45 % du PNB. La Turquie respecte aussi ce qui a été établi à Maastricht du point de vue du budget : le déficit budgétaire du pays n'est en effet que de 0,6 % et beaucoup de pays en Europe aimeraient bien avoir un déficit aussi dérisoire. Il faut, ici aussi, rappeler que ce déficit était de plus de 20 % il y a 5 ans, avant que l'on décide de maîtriser énergiquement le budget. Cependant, le taux d'inflation et le taux d'intérêt sont les deux notions du traité de Maastricht que la Turquie ne parvient toujours pas à respecter.

Selon moi, l'un des arguments clés de la Turquie en termes d'investissements étrangers est véritablement la constitution de sa pyramide démographique : 65 % de la population turque d'aujourd'hui a moins de 34 ans et l'âge moyen des 72 millions d'habitants de la Turquie est de 29 ans. Ils sont donc jeunes, fraîchement sortis de l'université, avec une expérience allant de

5 à 7 ans et sont prêts à travailler. Voilà à quoi ressemble le Turc moyen aujourd'hui. Pourquoi des sociétés comme Coca-Cola installent-elles leur production sur le marché turc (en dehors de l'avantage des 72 millions d'habitants) et surtout pourquoi 90 % des dirigeants de Coca-Cola dans les régions d'Asie centrale sont-ils des Turcs ? La raison en est que les entrepreneurs turcs ont l'avantage d'avoir un état d'esprit ainsi que des valeurs sociales et économiques totalement occidentalisés, ce qui leur permet de s'adapter très aisément aux marchés occidentaux.

Le PNB par habitant est aussi un facteur extrêmement important pour mieux comprendre l'évolution de la Turquie, or celui-ci a plus que doublé en 4 ans, passant de 2500 dollars à 5500 dollars actuellement et il ne fait encore qu'augmenter, malgré la croissance continue de la population turque. Bref, la population s'enrichit de jour en jour. Et lorsque l'on compare l'économie

turque aux économies européennes, on s'aperçoit que la Turquie se place en sixième position des plus grandes économies. Le taux de croissance réel du PNB, sur la période allant de

2003 à 2006, s'établit à 7,5 % de croissance annuelle, un score au-delà de celui de pays européens comme la République tchèque, la Slovaquie, l'Irlande, la Hongrie, la Grèce, etc.

Il faut également savoir que l'économie turque a créé 2,4 millions d'emplois non agricoles ces 3 dernières années. La Turquie est le deuxième pays créateur d'emplois après l'Espagne, si l'on compare encore une fois avec les pays de l'UE. Ainsi, le dynamisme de l'économie turque et sa contribution à la création d'emplois feront que d'ici 5 ou 10 ans, la Turquie non seulement n'exportera plus ses travailleurs mais peut-être même en importera. Aujourd'hui, le pourcentage de chômage en Turquie s'établit à un peu moins de 10 %, taux non excessif.

Après toutes ces informations, on s'aperçoit que la Turquie est de facto dans l'union européenne économique. Pour ce qui est de l'union européenne politique, c'est une autre affaire. Mais il faut se rappeler que des pays comme l'Espagne ou le Portugal avaient vu, eux aussi, leur entrée dans l'Union soumise à des veto et à des négociations et, aujourd'hui pourtant, ils en font partie. Il semble que ce soit le même processus qui

faisons tout pour faciliter son implantation en Turquie et faire en sorte qu'aucun d'eux ne renonce à la Turquie pour des soucis de bureaucratie. L'agence est directement rattachée au cabinet du Premier ministre, ce qui souligne la volonté du gouvernement d'être « business oriented » (ndlr : tourné vers le marché). Nous avons, grâce à ce lien, accès à tous les ministères dans le cas où un investissement serait bloqué quelque part. Notre état d'esprit est celui d'une entreprise privée, personne chez nous n'est fonctionnaire. Nous sommes principalement basés à Ankara et à Istanbul mais nous sommes surtout là où un ministère a besoin de nous, nous sommes très mobiles. De plus, nous parlons tous plusieurs langues, ce qui nous permet de nous adapter à tout investisseur, qu'il vienne de Russie, d'Italie ou encore du Japon.

s'engage pour la Turquie et le pays espère, à moyen ou long terme, intégrer l'Union. D'ailleurs, cette négociation pour l'entrée de la Turquie dans l'Union a favorisé le dynamisme dans le pays. N'oublions pas que depuis 1997, les Turcs font partie de l'Union douanière et, à part certains produits agricoles, tout ce qui est produit en Turquie circule dans l'UE. Par exemple, Toyota a implanté des usines en Turquie et exporte 80 % de sa production turque dans le monde et principalement en Europe. Donc, depuis 1997, l'économie turque a été complètement restructurée pour s'adapter et devenir encore plus compétitive.

Autre point important pour les relations turco-européennes : la Turquie va devenir le quatrième partenaire de l'Europe pour l'approvisionnement en gaz naturel et il en sera de même pour l'approvisionnement en pétrole. La Turquie se trouve à proximité de 70 % des réserves pétrolières mondiales, ce qui fait d'elle un partenaire intéressant pour l'UE.

L'OCDE vient de publier un rapport dans lequel il est stipulé que la Turquie est le pays qui a le régime le plus libéral en matière d'investissement direct étranger. Cela s'est mis en place en plusieurs années, d'abord en supprimant la nécessité d'approbation. C'est-à-dire que lorsqu'une société internationale vient travailler en Turquie, elle n'a plus besoin d'approbation, sauf s'il s'agit des secteurs industriel ou de l'énergie, où une licence est obligatoire. De même, il n'y a plus l'obligation d'un capital minimum sous prétexte qu'il s'agit une société internationale. Comme la Turquie est un grand pays de la Méditerranée, entre le vote des lois et leur mise en application, il peut s'écouler un certain délai. Il existe des schémas d'encouragement à l'investissement en Turquie car c'est un pays qui recèle quantité de possibilités de développement économique.

Les réformes apportées au secteur public, au secteur financier, à celui de la sécurité sociale ont été extraordinaires ces 3 dernières années. Aussi, une réforme comme l'abolition de la peine de mort a été un grand progrès social et il fallait du courage pour promulguer une telle loi. Pour ce qui est de la libéralisation de l'audiovisuel, des avancées considérables ont eu lieu en Turquie et l'on compte aujourd'hui 1200 stations de radio et 313 chaînes de télévision, preuve de la prodigieuse liberté se mettant en place. Ces réformes structurelles assainissent le marché et donnent des règles du jeu connues de tous les investisseurs.

Par ailleurs, le secteur privé a vu son rôle s'intensifier en Turquie : aujourd'hui, une plate-forme opère depuis quatre ans entre l'économie privée turque et le secteur public. Les acteurs de ces marchés se rencontrent tous les mois, s'entretiennent de l'amélioration du cadre des investissements et prennent les mesures adaptées dans les 48 heures qui suivent. En parallèle, la Turquie a mis en place une autre plate-forme de discussion avec le monde entier, les représentants économiques internationaux venant une fois par an s'entretenir avec le Premier ministre turc et le ministre de l'Économie pendant une journée. J'ai d'ailleurs participé à l'une de ces discussions et j'y ai vu le Premier ministre donner des explications



Alpaslan Korkmaz

quant à ses décisions et je ne sais pas que ce genre de dialogue existe dans d'autres pays que la Turquie. Tous ces facteurs dynamisent le monde politique mais en même temps l'économie turque.

Pour bien voir ce qui se passe en Turquie, il suffit de regarder vers les investissements directs étrangers : ceux-ci représentaient une moyenne annuelle d'un milliard de dollars entre 1992 et 2002 et, en 2003, ce chiffre est passé à 1,8 milliard de dollars, en 2004 à 2,8 milliards, en 2005 à 10 milliards et en 2006 à 20 milliards de dollars. Cette même année, 81 % de ces investissements provenaient des pays de l'Union européenne, principalement de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France et d'Italie, ce qui montre que l'économie elle-même croît déjà à l'avenir européen de la Turquie.

De plus, le pays a publié un rapport public de réformes allant jusqu'à 2013. Ce dernier explique quels seront les packages de programmes qui seront mis en place jusqu'à cette année butoir. Cela revient à dire qu'en 2013 la Turquie sera techniquement eurocompatible. Quant à savoir si elle le sera politiquement, c'est une autre histoire. En tout cas, être eurocompatible est ce qui prime pour la majorité du peuple turc.

Le nombre d'entreprises à capital international s'est vu gonflé de 9000 nouvelles entreprises entre 2003 et 2006. La Turquie est un joyau, certes, mais un joyau qui doit être

travaillé pour pouvoir donner le meilleur de lui-même et, pour rester dans la compétition, la Turquie se doit de garder sa prévisibilité, élément primordial pour que ce pays puisse devenir eurocompatible. La Turquie continuera donc son processus de réformes en vue de l'adhésion à l'UE, tout en mettant en place une stratégie pro-active d'attraction des investissements directs étrangers en Turquie, méthode que notre agence a mise en place.

Les futurs projets d'investissement vont avoir lieu dans le domaine de l'infrastructure – tous les chemins de fer vont être restaurés – dans les domaines de l'agriculture, de la santé – en créant des partenariats privé/public pour la construction et la gestion d'hôpitaux – et du tourisme avec le projet de création de trois grandes métropoles au sein d'Istanbul.

La Turquie possède donc une économie en pleine croissance, son PNB a plus que doublé en quatre ans et sa population est jeune et dynamique. Elle possède aussi une volonté extrêmement forte d'avancer politiquement et économiquement pour prouver qu'elle est une européenne convaincue. La Turquie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec la Turquie d'il y a 5 ans et n'a rien à voir non plus avec celle qui existera dans dix ans.

Propos recueillis par
Mireille Sadège et Marine Deneufbourg



L'Agence «Invest in Turkey» Possibilités et cadre de l'investissement étranger en Turquie

Son président, Alpaslan Korkmaz, nous explique les objectifs de l'Agence : « D'abord, faire connaître le potentiel économique du pays, promotion que nous allons réaliser à travers une campagne internationale qui se déroulera au mois de septembre. Par ailleurs, nous sommes aussi une agence de soutien aux investisseurs tout en représentant l'État, c'est-à-dire que nous ne facturons pas les investisseurs. » Nous travaillons soit avec les partenaires de l'investisseur, soit avec l'investisseur lui-même et nous

Öner Esen : un formateur de talent pour le monde des affaires (Suite de la page 1)

Pouvez-vous nous parler de l'enseignement dans ces programmes ?

Comme je viens de le dire, notre méthode se fonde sur des études de cas et nos enseignants ont une grande expérience dans ce domaine. Cette méthode permet à nos étudiants de discuter en classe, chaque étudiant pouvant alors constater que sa pensée n'est pas toujours la bonne et s'apercevoir le problème selon des perspectives différentes. Ainsi, ils ont la chance de bien connaître l'environnement de l'entreprise et du milieu des affaires avant même de commencer à travailler réellement. C'est dans ce but que nous formons nos étudiants avec les techniques de formation modernes à la fois au niveau théorique et pratique, ce qui leur permet d'intégrer sans aucun problème le milieu des affaires une fois diplômés. À l'Institut, l'environnement permet à chaque étudiant de communiquer facilement avec les autres.

Quels sont les atouts offerts par des étudiants à l'IEG ?

Désormais, un niveau d'étude bac+4 n'est plus suffisant pour accéder à des postes de haute responsabilité. Il devient de plus en plus nécessaire, voire obligatoire, pour tout le monde de suivre un deuxième cycle de formation afin de pouvoir progresser dans sa carrière et s'adapter aux changements perpétuels du monde. Conformément à notre mission, qui est la formation de dirigeants qualifiés de très haut niveau, nous essayons de rester le leader sur ce marché. Nous travaillons et avons de bons contacts avec le milieu d'affaires turc pour mieux comprendre ses besoins, afin d'orienter nos étudiants dans ce sens. Nous y parvenons efficacement parce que nombre de nos enseignants sont conseillers dans des entreprises. Nous envoyons également nos étudiants dans des entreprises lorsqu'ils préparent leur thèse, ce qui avantage évidemment les universitaires de la Faculté de gestion. Il existe, par ailleurs, une association des diplômés de l'IEG et, quand nos jeunes diplômés s'adressent à cette association qui compte 3 000 membres et 14 000 diplômés, ils trouvent du travail

assez facilement, ce qui reste un atout non négligeable.

Pouvez-vous nous parler des programmes de formation organisés pour les entreprises ?

Nous organisons des cours de courte durée pour les entreprises, mais nous donnons également des cours réguliers comme celui de management des ressources humaines, de finance et de gestion de la production, tous ces cours étant dispensés dans nos locaux de Taksim. Nous avons un autre programme d'enseignement de l'anglais académique, ceux qui arrivent ici apprennent un anglais orienté vers le milieu des affaires. Je voudrais préciser un autre point : certaines entreprises viennent chez nous pour des cours de courte durée comme Firat Plastik et IDO et nous leur organisons les cours qu'ils souhaitent dans leurs propres locaux.

Y a-t-il des personnes connues parmi les diplômés ?

De nombreux dirigeants très connus sortent de chez nous, laissez-moi vous citer quelques noms qui me viennent à l'esprit : Ali Coşkun, membre du gouvernement précédent, le ministre de la Forêt, Osman Pepe, le maire d'Izmir, Aziz Kocaoğlu, Hasan Denizkurdu, Besim Tibuk... Je n'arrive pas à me souvenir de tous les noms, mais il y en a beaucoup.

Depuis combien de temps êtes-vous directeur de l'Institut ?

J'ai été directeur entre 1992 et 1994 et le suis redevenu pour la période 2005-2008. Je suis le seul à avoir été deux fois directeur de l'Institut, car la procédure de désignation du directeur a changé. Maintenant, c'est le doyen de la Faculté de gestion qui propose un candidat et, si le président de l'Université est d'accord, le candidat est nommé ; autrefois ce n'était pas ainsi, il y avait un comité de direction auquel participaient aussi des hommes d'affaires ; ce comité pouvait élire un directeur parmi ses membres et les hommes d'affaires avaient alors des chances d'être nommés à la direction de l'Institut.

Depuis combien de temps êtes-vous universitaire ?



Prof. Dr. Öner Esen

Depuis 35 ans. J'ai commencé le 31 juillet 1972 et j'ai fêté mes 35 ans le 31 juillet 2007.

Vous êtes diplômé du Lycée de Haydarpaşa. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Haydarpaşa était une institution où les meilleurs enseignants de l'époque formaient à la pensée d'Atatürk, dont la Turquie a vraiment besoin aujourd'hui. C'était un monde différent et je suis fier d'y avoir été élève. Quand vous entriez dans Haydarpaşa, vous y restiez jusqu'à trois heures de l'après-midi. La première année j'étais vraiment un étudiant peu sérieux, mais c'est là que j'ai appris qu'il n'est pas possible de finir l'année de la sorte.

Pourrait-on le comparer à l'université ?

Les anciens lycées étaient tous un peu comme Haydarpaşa et le niveau de l'enseignement y était très élevé, que ce soit à Kabataş, Vefa, Pertevniyel ou Daruşşafaka. Les élèves diplômés du lycée durant ces années savaient déjà la plupart des choses qu'on enseigne aujourd'hui dans les universités. De nos jours, les lycées essaient seulement de préparer les élèves au concours d'entrée à l'université (examen qu'on appelle ÖSS) et ils se sont ainsi éloignés de leur véritable mission. J'ai un important projet sur les politiques d'éducation que j'aimerais pouvoir mettre en œuvre car, en Turquie, tout passe par l'éducation

Propos recueillis par
Dr. Hasan Latif

Quel avenir pour Duralex ?

C'est l'histoire d'une marque qui a amusé tant d'enfants depuis plus de soixante ans, l'histoire d'une marque qui va peut-être prendre fin. La firme Duralex se prépare à sombrer depuis 1975.



*Marine Deneufbourg

Pourtant, le verre réputé incassable et non-coupant était devenu incontournable et indispensable dans toutes les cantines de France. Que s'est-il passé ? Cela est probablement dû à une lassitude liée au manque de renouveau et de modernité du produit, raison que l'on ne peut que supposer. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le déclin de l'entreprise est surtout dû à des tensions entre les employés et le patronat. Ne comptant plus que 226 employés, l'usine Duralex de La Chapelle-Saint-Mesmin est en mauvaise posture. En 2005, Duralex International France dépose le bilan. L'entreprise est alors laissée aux mains d'un grossiste turc de 38 ans, Sinan Solmaz. Ce dernier passe du statut de premier client de la marque à celui de premier actionnaire.

Dès sa reprise de la firme, il propose un plan de continuation au tribunal de commerce d'Orléans. A la suite de cela, des conflits éclatent entre le nouveau repreneur et les ouvriers, ce qui fait planer une menace de liquidation au-dessus de l'entreprise. Après révision de l'affaire, le tribunal de commerce d'Orléans a levé cette menace de liquidation le 30 mars dernier et a autorisé Sinan Solmaz à reprendre son activité. Cependant, il doit être en mesure de respecter ses engagements pris au tribunal c'est-à-dire, d'entreprendre des négociations avec les salariés et de procéder au montage d'un nouveau four à La Chapelle-Saint-Mesmin pour juillet 2007. Il ne nous reste maintenant qu'à attendre les actions du nouveau patron de Duralex pour savoir si la marque peut, d'ores et déjà, se prévaloir d'un futur.

*Marine Deneufbourg, Journaliste

Makroskop2020

Un trait d'union entre les marchés de la Turquie et des pays francophones

makroskop2020@gmail.com

- > Conférences de recherche
- > Recherches sur les marchés
- > Analyses sociopolitiques et économiques
- > Analyses sectorielles
- > Analyses de faisabilité et d'investissement
- > Formations sur les marchés national et global
- > Formations de vendeurs professionnels
- > Formations de gestion de force de vente
- > Conseils d'organisation et de gestion
- > Formations d'analyse de ressources humaines, choix et performance
- > Législation juridique locale et conseillers en investissement
- > Services de conseillers financiers certifiés et d'inspection
- > Service de langues, guides et traductions
- > Travaux d'ateliers
- > Recherche sur les relations humaines et les médias